

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2017/40442]

31 JUILLET 2017. — Loi transposant plusieurs Directives en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions d'introduction

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. La présente loi prévoit la transposition partielle de la directive 2014/107/UE du conseil du 9 décembre 2014 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscale, la transposition de la directive 2015/2376/UE du conseil du 8 décembre 2015 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal et la transposition de la directive 2016/881/UE du conseil du 25 mai 2016 modifiant la directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal.

CHAPITRE 2. — Impôts sur les revenus

Art. 3. Dans l'article 338 du Code des impôts sur les revenus 1992, remplacé par la loi du 17 août 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le paragraphe 2, 11^o, est remplacé par ce qui suit :

"11^o "échange automatique" :

a) aux fins des §§ 6, alinéa 1^{er}, 6/1 et 6/3, la communication systématique, sans demande préalable, d'informations prédéfinies, à intervalles réguliers préalablement fixés, à un autre Etat membre;

b) aux fins de l'application de la loi du 16 décembre 2015 réglant la communication des renseignements relatifs aux comptes financiers, par les institutions financières belges et le SPF Finances, dans le cadre d'un échange automatique de renseignements au niveau international et à des fins fiscales, la communication systématique, sans demande préalable, d'informations prédéfinies dans la loi susvisée concernant des personnes résidant dans d'autres Etats membres à l'Etat membre concerné, au plus tard dans les neuf mois qui suivent la fin de l'année civile à laquelle ils se rapportent;

c) aux fins de toutes les dispositions du présent article autres que celle des §§ 6, alinéa 1^{er}, 6/1 et 6/3 précités, la communication systématique des informations prédéfinies fournies conformément aux points a) et b)";

2^o le paragraphe 2 est complété par les 16^o à 20^o rédigés comme suit :

"16^o "décision fiscale anticipée en matière transfrontière" : tout accord, toute communication, ou tout autre instrument ou action ayant des effets similaires, y compris lorsqu'il est émis, modifié ou renouvelé dans le contexte d'un contrôle fiscal, et qui remplit les conditions cumulatives suivantes :

a) est émis, modifié ou renouvelé par le SPF Finances, que ces décisions soient effectivement utilisées ou non;

b) est émis, modifié ou renouvelé, à l'intention d'une personne ou d'un groupe de personnes, et pour autant que cette personne ou ce groupe de personnes ait le droit de s'en prévaloir;

c) porte sur l'interprétation ou l'application d'une disposition législative ou administrative concernant l'administration ou l'application du Code et des dispositions autonomes liées aux impôts sur les revenus;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2017/40442]

31 JULI 2017. — Wet houdende omzetting van meerdere Richtlijnen inzake de verplichte automatische uitwisseling van inlichtingen op belastinggebied (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — Inleidende bepalingen

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. Deze wet voorziet in de gedeeltelijke omzetting van de Richtlijn 2014/107/EU van de raad van 9 december 2014 tot wijziging van Richtlijn 2011/16/EU wat betreft verplichte automatische uitwisseling van inlichtingen op belastinggebied, de omzetting van Richtlijn 2015/2376/EU van de raad van 8 december 2015 tot wijziging van Richtlijn 2011/16/EU wat betreft verplichte automatische uitwisseling van inlichtingen op belastinggebied en de omzetting van Richtlijn 2016/881/EU van de raad van 25 mei 2016 tot wijziging van Richtlijn 2011/16/EU wat betreft verplichte automatische uitwisseling van inlichtingen op belastinggebied.

HOOFDSTUK 2. — Inkomstenbelastingen

Art. 3. In artikel 338 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, vervangen door de wet van 17 augustus 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o paragraaf 2, 11^o, wordt vervangen als volgt :

"11^o "automatische uitwisseling" :

a) voor de toepassing van §§ 6, eerste lid, 6/1 en 6/3, de systematische mededeling met regelmatige, vooraf vastgestelde tussenpozen, zonder voorafgaand verzoek, van vooraf bepaalde inlichtingen aan een andere lidstaat;

b) voor de toepassing van de wet van 16 december 2015 tot regeling van de mededeling van inlichtingen betreffende financiële rekeningen, door de Belgische financiële instellingen en de FOD Financiën, in het kader van een automatische uitwisseling van inlichtingen op internationaal niveau en voor belastingdoeleinden, de systematische verstrekking van de in voornoemde wet bepaalde inlichtingen over inwoners van andere lidstaten aan de betrokken lidstaat, zonder voorafgaand verzoek, uiterlijk binnen negen maanden na het einde van het kalenderjaar waarop de inlichtingen betrekking hebben;

c) voor de toepassing van alle andere bepalingen van dit artikel, andere dan deze van voormelde §§ 6, eerste lid, 6/1 en 6/3, de systematische mededeling van vooraf bepaalde inlichtingen, verstrekt overeenkomstig punten a) en b)";

2^o paragraaf 2 wordt aangevuld met de bepalingen onder 16^o tot 20^o, luidende :

"16^o "grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing" : elk akkoord, elke mededeling of enig ander instrument of handeling met soortgelijke effecten, inbegrepen deze verstrekt, gewijzigd of hernieuwd, in het kader van een belastingcontrole, en die aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoen :

a) verstrekt, gewijzigd of hernieuwd door de FOD Financiën, ongeacht of deze beslissingen effectief gebruikt worden;

b) verstrekt, gewijzigd of hernieuwd, voor een welbepaalde persoon of een groep van personen, en voor zover deze persoon of groep van personen er zich kan op beroepen;

c) betreft de interpretatie of toepassing van een wettelijke of administratieve bepaling betreffende de handhaving of de toepassing van dit Wetboek en met de inkomstenbelastingen verband houdende autonome bepalingen;

d) se rapporte à une opération transfrontière ou à la question de savoir si les activités exercées par une personne dans un Etat membre créent ou non un établissement stable; et

e) est établi préalablement aux opérations ou aux activités menées dans un Etat membre susceptibles de créer un établissement stable, ou préalablement au dépôt d'une déclaration fiscale couvrant la période au cours de laquelle l'opération, la série d'opérations ou les activités ont eu lieu.

17° "accord préalable en matière de prix de transfert" : tout accord, toute communication, ou tout autre instrument ou action ayant des effets similaires, y compris lorsqu'il est émis, modifié ou renouvelé dans le contexte d'un contrôle fiscal, et qui remplit les conditions cumulatives suivantes :

a) est émis, modifié ou renouvelé par ou pour le compte du SPF Finances, qu'il soit effectivement utilisé ou non;

b) est émis, modifié ou renouvelé, à l'intention d'une personne ou d'un groupe de personnes, et pour autant que cette personne ou ce groupe de personnes ait le droit de s'en prévaloir; et

c) détermine préalablement au dépôt d'une déclaration fiscale couvrant la période au cours de laquelle les opérations transfrontières entre entreprises associées ont eu lieu, un ensemble de critères appropriés afin de définir les méthodes de fixation des prix de transfert applicables à ces opérations ou détermine l'imputation des bénéfices à un établissement stable.

Pour l'application de ce point, des entreprises sont des entreprises associées lorsqu'une entreprise participe directement ou indirectement au capital, à la gestion ou au contrôle d'une autre entreprise ou lorsque la même personne participe directement ou indirectement au capital, à la gestion ou au contrôle des entreprises.

Les prix de transfert sont les prix auxquels une entreprise transfère des biens corporels et des biens incorporels ou fournit des services à des entreprises associées. La "fixation des prix de transfert" doit pour l'application de ce point être entendue dans le même sens;

18° "opération transfrontière" telle que mentionnée au 16° : une opération ou une série d'opérations qui remplit une ou plusieurs des conditions suivantes :

a) dans lesquelles toutes les parties à l'opération ou à la série d'opérations ne sont pas résidentes fiscales sur le territoire belge;

b) dans lesquelles l'une des parties à l'opération ou à la série d'opérations est résidente fiscale dans plus d'une juridiction simultanément;

c) dans lesquelles l'une des parties à l'opération ou à la série d'opérations exerce son activité dans une autre juridiction par l'intermédiaire d'un établissement stable, l'opération ou la série d'opérations constituant une partie ou la totalité de l'activité de l'établissement stable. Une opération transfrontière ou une série d'opérations transfrontières comprennent également les dispositions prises par une personne en ce qui concerne les activités commerciales que cette personne exerce dans une autre juridiction par l'intermédiaire d'un établissement stable.

d) lorsque cette opération ou série d'opérations ont une incidence transfrontière;

19° "opération transfrontière" telle que mentionnée au 17° : une opération ou une série d'opérations faisant intervenir des entreprises associées qui ne sont pas toutes résidentes fiscales sur le territoire de la même juridiction, ou une opération ou une série d'opérations qui a une incidence transfrontière;

20° "entreprise" telle que mentionnée aux 17° et 19° : toute forme d'exercice d'une activité commerciale sous la forme d'une personne.;

3° les paragraphes 6/1, 6/2 et 6/3 sont insérés, rédigés comme suit :

"§ 6/1. Dans le cadre de l'échange automatique et obligatoire d'informations sur les décisions fiscales anticipées en matière transfrontière et les accords préalables en matière de prix de transfert, les conditions sont les suivantes :

1° l'autorité compétente belge communique, par échange automatique, des informations, aux autorités compétentes de tous les autres Etats membres ainsi qu'à la Commission européenne, excepté dans les cas visés au 7° du présent paragraphe, conformément aux modalités pratiques applicables adoptées en vertu du § 24 lorsqu'une décision fiscale anticipée en matière transfrontière ou un accord préalable en matière de prix de transfert a été émise, modifiée ou renouvelée après le 31 décembre 2016;

d) heeft betrekking op een grensoverschrijdende verrichting of op de vraag of er op grond van de activiteiten van een persoon in een lidstaat al dan niet sprake is van een vaste inrichting; en

e) is tot stand gekomen voorafgaand aan de verrichtingen of activiteiten in een lidstaat op grond waarvan mogelijkerwijs sprake is van een vaste inrichting, of voorafgaand aan de indiening van een belastingaangifte voor het tijdvak waarin de verrichting of reeks verrichtingen of de activiteiten hebben plaatsgevonden.

17° "voorafgaande verrekenprijfspraak" : elke beslissing, elke mededeling of enig ander instrument of handeling met soortgelijke effecten, inbegrepen deze verstrekt, gewijzigd of hernieuwd, in het kader van een belastingcontrole, en die aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoen :

a) verstrekt, gewijzigd of hernieuwd door of namens de FOD Financiën, ongeacht of er effectief gebruik van wordt gemaakt;

b) verstrekt, gewijzigd of hernieuwd, voor een welbepaalde persoon of een groep van personen, en deze persoon of deze groep van personen kan er zich op beroepen; en

c) bepaalt, voorafgaand aan de neerlegging van de fiscale aangifte met betrekking tot het boekjaar waarin grensoverschrijdende verrichtingen tussen verbonden ondernemingen hebben plaatsgevonden, hetzij een geheel van passende criteria om de verrekenprijzen voor die verrichtingen te bepalen hetzij de toerekening van winsten aan een vaste inrichting.

Voor de toepassing van dit punt zijn ondernemingen verbonden ondernemingen wanneer een onderneming rechtstreeks of onrechtstreeks deelneemt in het kapitaal, het beheer, of de controle van een andere onderneming of wanneer dezelfde persoon rechtstreeks of onrechtstreeks deelneemt in het kapitaal, het beheer of de controle van de ondernemingen.

Verrekenprijzen zijn de prijzen die een onderneming aan verbonden ondernemingen in rekening brengt voor de overdracht van materiële en immateriële goederen of voor het verlenen van diensten. Het "bepalen van verrekenprijzen" moet voor de toepassing van dit punt in die zin worden begrepen;

18° "grensoverschrijdende verrichting" als vermeld in de bepaling onder 16° : een verrichting of reeks van verrichtingen die voldoen aan een of meer van de volgende voorwaarden :

a) waarbij niet alle partijen bij de verrichting of reeks van verrichtingen fiscaal inwoners van België zijn;

b) waarbij een van de partijen bij de verrichting of reeks van verrichtingen fiscaal inwoner is in meer dan een rechtsgebied;

c) waarbij een van de partijen betrokken bij de verrichting of reeks van verrichtingen haar activiteit uitoefent in een ander rechtsgebied door middel van een vaste inrichting, waarbij de verrichting of reeks van verrichtingen de volledige of gedeeltelijke activiteit van de vaste inrichting uitmaakt. Een grensoverschrijdende verrichting of reeks van grensoverschrijdende verrichtingen omvatten eveneens de regelingen die worden getroffen door een persoon met betrekking tot de handelsactiviteiten die deze persoon in een ander rechtsgebied door middel van een vaste inrichting uitoefent.

d) wanneer de verrichtingen of reeks van verrichtingen een grensoverschrijdend effect hebben;

19° "grensoverschrijdende verrichting" als vermeld in de bepaling onder 17° : een verrichting of reeks van verrichtingen tussen verbonden ondernemingen die niet allemaal hun fiscale woonplaats op het grondgebied van hetzelfde rechtsgebied hebben of een verrichting of reeks van verrichtingen die een grensoverschrijdend effect heeft;

20° "onderneming" als vermeld in de bepalingen onder 17° en 19° : iedere vorm van bedrijfsvoering onder de vorm van een persoon.;

3° de paragrafen 6/1, 6/2 en 6/3 worden ingevoegd, luidende :

"§ 6/1. In het kader van de verplichte automatische uitwisseling van inlichtingen over grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissingen en voorafgaande verrekenprijfspraken, zijn de voorwaarden de volgende :

1° uitgezonderd in de gevallen bedoeld in de bepaling onder 7° van deze paragraaf, verstrekt de Belgische bevoegde autoriteit automatisch inlichtingen aan de bevoegde autoriteiten van alle andere lidstaten en de Europese Commissie, overeenkomstig de volgens § 24 vastgestelde van toepassing zijnde praktische modaliteiten, wanneer een grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing of een voorafgaande verrekenprijfspraak werd verstrekt, gewijzigd of hernieuwd na 31 december 2016;

2° l'autorité compétente belge communique également, conformément aux modalités pratiques applicables adoptées en vertu du § 24, des informations aux autorités compétentes de tous les autres États membres ainsi qu'à la Commission européenne, excepté dans les cas visés au 7° du présent paragraphe, sur les décisions fiscales anticipées en matière transfrontière et les accords préalables en matière de prix de transfert émis, modifiés ou renouvelés au cours d'une période commençant cinq ans avant le 1^{er} janvier 2017.

Si des décisions fiscales anticipées en matière transfrontière et des accords préalables en matière de prix de transfert sont émis, modifiés ou renouvelés entre le 1^{er} janvier 2012 et le 31 décembre 2013, cette communication est effectuée à condition que ces décisions ou accords fussent toujours valables au 1^{er} janvier 2014.

Si des décisions fiscales anticipées en matière transfrontière et des accords préalables en matière de prix de transfert sont émis, modifiés ou renouvelés entre le 1^{er} janvier 2014 et le 31 décembre 2016, cette communication est effectuée, que ces décisions ou accords soient toujours valables ou non.

3° les accords préalables bilatéraux ou multilatéraux en matière de prix de transfert conclus avec des pays tiers sont exclus du champ d'application de l'échange automatique d'informations en application du présent paragraphe, lorsque l'accord fiscal international en vertu duquel l'accord préalable en matière de prix de transfert a été négocié n'autorise pas sa divulgation à des tiers. Ces accords préalables bilatéraux ou multilatéraux en matière de prix de transfert feront l'objet d'un échange d'informations, en application du § 7, lorsque l'accord fiscal international en vertu duquel l'accord préalable en matière de prix de transfert a été négocié permet sa divulgation et que l'autorité compétente du pays tiers autorise la divulgation des informations.

Toutefois, dans les cas où les accords préalables bilatéraux ou multilatéraux en matière de prix de transfert seraient exclus de l'échange automatique d'informations en vertu de la première phrase du premier alinéa du présent point, les informations visées au point 6° du présent paragraphe, visées dans la demande qui a conduit à l'émission de cet accord préalable bilatéral ou multilatéral en matière de prix de transfert font l'objet d'un échange au titre des 1° et 2° du présent paragraphe;

4° les 1° et 2° ne sont pas applicables lorsqu'une décision fiscale anticipée en matière transfrontière ou un accord préalable en matière de prix de transfert concerne et implique exclusivement les affaires fiscales d'une ou de plusieurs personnes physiques;

5° l'échange d'informations est effectué comme suit :

a) pour les informations échangées en application du 1° : au plus tard trois mois après la fin du semestre de l'année civile au cours duquel les décisions fiscales anticipées en matière transfrontière ou les accords préalables en matière de prix de transfert ont été émis, modifiés ou renouvelés;

b) pour les informations échangées en application du 2° : avant le 1^{er} janvier 2018;

6° les informations qui doivent être communiquées par l'autorité compétente belge en application des 1° et 2°, comprennent les éléments suivants :

a) l'identification de la personne morale, et, le cas échéant, du groupe de personnes auquel celle-ci appartient;

b) un résumé du contenu de la décision fiscale anticipée en matière transfrontière ou de l'accord préalable en matière de prix de transfert, y compris une description des activités commerciales, opérations ou série d'opérations concernées, présenté de manière abstraite, sans donner lieu à la divulgation d'un secret commercial, industriel ou professionnel, d'un procédé commercial ou d'informations dont la divulgation serait contraire à l'ordre public;

c) les dates de l'émission, de la modification ou du renouvellement de la décision fiscale anticipée en matière transfrontière ou de l'accord préalable en matière de prix de transfert;

d) la date de début de la période de validité de la décision fiscale anticipée en matière transfrontière ou de l'accord préalable en matière de prix de transfert, si elle est spécifiée;

e) la date de la fin de la période de validité de la décision fiscale anticipée en matière transfrontière ou de l'accord préalable en matière de prix de transfert, si elle est spécifiée;

f) le type de décision fiscale anticipée en matière transfrontière ou d'accord préalable en matière de prix de transfert;

2° de Belgische bevoegde autoriteit verstrekt eveneens, overeenkomstig de volgens § 24 vastgestelde van toepassing zijnde praktische modaliteiten, aan de bevoegde autoriteiten van alle lidstaten, evenals aan de Europese Commissie, de inlichtingen over grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissingen en voorafgaande verrekenprijfsafspraken die zijn verstrekt, gewijzigd of hernieuwd binnen de periode beginnend vijf jaar vóór 1 januari 2017, met uitzondering van de gevallen bedoeld in de bepaling onder 7° van deze paragraaf.

Indien de grensoverschrijdende voorafgaande beslissingen en voorafgaande verrekenprijfsafspraken werden verstrekt, gewijzigd of hernieuwd tussen 1 januari 2012 en 31 december 2013, worden deze inlichtingen verstrekt op voorwaarde dat die grensoverschrijdende voorafgaande beslissingen of afspraken nog geldig waren op 1 januari 2014.

Als de grensoverschrijdende voorafgaande beslissingen en voorafgaande verrekenprijfsafspraken werden verstrekt, gewijzigd of hernieuwd tussen 1 januari 2014 en 31 december 2016, worden die inlichtingen verstrekt ongeacht of die beslissingen of afspraken al dan niet nog geldig zijn.

3° bilaterale of multilaterale voorafgaande verrekenprijfsafspraken met derde landen worden uit het toepassingsgebied van de automatische uitwisseling van inlichtingen in toepassing van deze paragraaf, uitgesloten indien de internationale belastingovereenkomst uit hoofde waarvan de voorafgaande verrekenprijfspraak is onderhandeld, niet toestaat dat deze aan derden worden meegedeeld. Deze bilaterale of multilaterale voorafgaande verrekenprijfsafspraken zullen overeenkomstig § 7 worden uitgewisseld, wanneer de internationale belastingovereenkomst uit hoofde waarvan over de voorafgaande verrekenprijfspraken is onderhandeld, toestaat dat deze worden meegedeeld en de bevoegde autoriteit van het derde land de toestemming geeft voor de mededeling van deze inlichtingen.

Echter in de gevallen waarin de bilaterale of multilaterale voorafgaande verrekenprijfsafspraken van de automatische uitwisseling van inlichtingen worden uitgesloten overeenkomstig het eerste lid van dit punt, worden de in de bepaling onder 6° van deze paragraaf bedoelde inlichtingen waarvan er sprake is in de vraag die tot de verstrekking van deze bilaterale of multilaterale voorafgaande verrekenprijfspraak heeft geleid, uitgewisseld op grond van de bepaling onder 1° en 2° van deze paragraaf;

4° de bepalingen onder 1° en 2° zijn niet van toepassing wanneer een grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing of een voorafgaande verrekenprijfspraak uitsluitend betrekking heeft op de belastingzaken van een of meer natuurlijke personen;

5° de uitwisseling van inlichtingen geschiedt als volgt :

a) voor de overeenkomstig de bepaling onder 1° uitgewisselde inlichtingen : binnen drie maanden na het einde van het halfjaar van het kalenderjaar waarin de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissingen of voorafgaande verrekenprijfsafspraken zijn verstrekt, gewijzigd of hernieuwd;

b) voor de overeenkomstig de bepaling onder 2° uitgewisselde inlichtingen : vóór 1 januari 2018;

6° de door de Belgische bevoegde autoriteit uit hoofde van de bepalingen onder 1° en 2° te verstrekken inlichtingen omvatten onder meer de volgende gegevens :

a) de identificatiegegevens van de rechtspersoon, en in voorkomend geval van de groep van personen waartoe deze behoort;

b) een samenvatting van de inhoud van de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing of voorafgaande verrekenprijfspraak, met onder meer een omschrijving van de relevante handelsactiviteiten, verrichtingen of reeks van verrichtingen, in algemene bewoordingen gesteld, die niet mogen leiden tot de openbaarmaking van een handels-, nijverheids- of beroepsgeheim, een handelsprocédé of inlichtingen die in strijd zouden zijn met de openbare orde;

c) de data van de aflevering, de wijziging of de hernieuwing van de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing of de voorafgaande verrekenprijfspraak

d) de aanvangsdatum van de geldigheidsperiode van de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing of de voorafgaande verrekenprijfspraak, indien vermeld;

e) de einddatum van de geldigheidsperiode van de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing of de voorafgaande verrekenprijfspraak, indien vermeld;

f) het type grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing of voorafgaande verrekenprijfspraak;

g) le montant de l'opération ou de la série d'opérations sur laquelle porte la décision fiscale anticipée en matière transfrontière ou l'accord préalable en matière de prix de transfert, si un tel montant est visé dans la décision fiscale anticipée en matière transfrontière ou dans l'accord préalable en matière de prix de transfert;

h) les critères utilisés pour déterminer la méthode de fixation du prix de transfert ou le prix de transfert lui-même dans le cas d'un accord préalable en matière de prix de transfert;

i) la méthode utilisée pour déterminer la fixation du prix de transfert ou le prix de transfert lui-même dans le cas d'un accord préalable en matière de prix de transfert;

j) l'identification des autres Etats membres, le cas échéant, qui seraient susceptibles d'être concernés par la décision fiscale anticipée en matière transfrontière ou l'accord préalable en matière de prix de transfert;

k) l'identification, dans les autres Etats membres, le cas échéant, de toute personne, susceptible d'être concernée par la décision fiscale anticipée en matière transfrontière ou l'accord préalable en matière de prix de transfert en indiquant à quels Etats membres les personnes concernées sont liées; et

l) une mention précisant si les informations communiquées sont basées sur la décision fiscale anticipée en matière transfrontière ou l'accord préalable en matière de prix de transfert proprement dits ou sur la demande visée au 3°, deuxième alinéa du présent paragraphe;

7° les informations définies au 6°, a), b), h) et k), du présent paragraphe ne sont pas communiquées à la Commission européenne;

8° l'autorité compétente belge accuse réception des informations, si possible par voie électronique, auprès de l'autorité compétente qui les lui a communiquées, sans tarder et en tout état de cause au plus tard sept jours ouvrables après réception. Cette mesure est applicable jusqu'à ce que le répertoire visé au § 24, alinéas 3 et 4, devienne opérationnel;

9° l'autorité compétente belge peut, conformément au § 4, et eu égard aux dispositions du § 24, alinéa 2, demander des informations complémentaires, y compris le texte intégral d'une décision fiscale anticipée en matière transfrontière ou d'un accord préalable en matière de prix de transfert.

§ 6/2. L'autorité compétente belge communique à la Commission européenne, annuellement et pour la première fois avant le 1^{er} janvier 2018, des statistiques sur le volume des échanges automatiques en application des §§ 6 et 6/1 et, dans la mesure du possible, des informations sur les coûts et bénéfices, administratifs et autres, liés aux échanges qui ont eu lieu et aux changements éventuels, tant pour les administrations fiscales que pour des tiers.

§ 6/3. L'administration belge compétente pour l'établissement des impôts sur les revenus communique, par voie d'échange automatique et dans le délai fixé dans l'alinéa suivant, la déclaration pays par pays, visée à l'article 321/2, à tout autre Etat membre dans lequel, sur la base des informations contenues dans la déclaration pays par pays, une ou plusieurs entités constitutives du groupe d'entreprises multinationales de l'entité déclarante sont soit résidentes à des fins fiscales, soit imposées au titre des activités exercées par l'intermédiaire d'un établissement stable.

La communication a lieu dans un délai de quinze mois à compter du dernier jour de l'exercice fiscal du groupe d'entreprises multinationales sur lequel porte la déclaration pays par pays. La première déclaration pays par pays est communiquée pour la période déclarable du groupe d'entreprises multinationales commençant le 1^{er} janvier 2016 ou après cette date, et la communication a lieu dans un délai de dix-huit mois après le dernier jour de la période déclarable.”;

4° le paragraphe 24 est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

”Afin de satisfaire aux exigences de l'échange automatique prévu dans le § 6/1, 1° et 2°, les informations qui doivent être communiquées sont enregistrées dans un répertoire central sécurisé destiné aux Etats membres concernant la coopération administrative dans le domaine fiscal mis au point et fourni, au plus tard le 31 décembre 2017, par la Commission. Les autorités compétentes belges ont accès aux informations enregistrées dans ce répertoire.

Avant que ce répertoire central sécurisé ne soit opérationnel, l'échange automatique prévu au § 6/1, 1° et 2°, est effectué conformément à l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe et selon les modalités pratiques applicables.”.

g) het bedrag van de verrichting of reeks van verrichtingen van de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing of voorafgaande verrekenprijfspraak, indien vermeld in de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing of voorafgaande verrekenprijfspraak;

h) de criteria gebruikt voor de vaststelling van verrekenprijsmethode of de verrekenprijs zelf in het geval van een voorafgaande verrekenprijfspraak;

i) de gebruikte verrekenprijsmethode of de verrekenprijs zelf in het geval van een voorafgaande verrekenprijfspraak;

j) in voorkomend geval, de identificatie van de andere lidstaten die mogelijks betrokken kunnen zijn bij de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing of voorafgaande verrekenprijfspraak

k) in voorkomend geval, de identificatie van personen, in de andere lidstaten mogelijks betrokken bij de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing of voorafgaande verrekenprijfspraak waarbij vermeld dient te worden met welke lidstaten de betrokken personen verbonden zijn; en

l) de vermelding of de meegedeelde inlichtingen gebaseerd zijn op de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing of voorafgaande verrekenprijfspraak zelf, dan wel op het verzoek bedoeld in de bepaling onder 3°, tweede lid, van deze paragraaf;

7° de inlichtingen gedefinieerd in de bepaling onder 6° a), b), h) en k) van deze paragraaf, worden niet medegedeeld aan de Europese Commissie;

8° de Belgische bevoegde autoriteit, bevestigt de ontvangst van de inlichtingen, indien mogelijk langs elektronische weg, zonder uitstel en in elk geval niet later dan zeven werkdagen na ontvangst, aan de verstreckende bevoegde autoriteit. Deze maatregel is van toepassing totdat het in § 24, 3de en 4de lid, bedoelde gegevensbestand operationeel wordt;

9° de Belgische bevoegde overheid kan overeenkomstig § 4 en met inachtneming van de bepalingen van § 24, 2de lid, om aanvullende inlichtingen verzoeken, daaronder begrepen de volledige tekst van een grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing of een voorafgaande verrekenprijfspraak.

§ 6/2. De Belgische bevoegde autoriteit bezorgt de Europese Commissie jaarlijks en de eerste keer vóór 1 januari 2018, statistieken over de omvang van de automatische uitwisseling van inlichtingen uit hoofde van de §§ 6 en 6/1, alsmede, voor zover mogelijk, gegevens betreffende administratieve en andere relevante kosten en baten die betrekking hebben op de verrichte uitwisselingen en de mogelijke veranderingen, zowel voor de fiscale administraties als voor derden.

§ 6/3. De Belgische administratie bevoegd voor de vestiging van de inkomstenbelastingen, bezorgt het in artikel 321/2 bedoelde landenrapport binnen de in het volgende lid bepaalde termijn via automatische uitwisseling aan alle andere lidstaten waarvan, blijkens de informatie in het landenrapport, één of meer groepsentiteiten van de multinationale groep van de rapporterende entiteit fiscaal ingezetene zijn of waarin deze aan belasting onderworpen zijn met betrekking tot de activiteiten die via een vaste inrichting worden uitgeoefend.

De mededeling vindt plaats binnen een termijn van 15 maanden na de laatste dag van het boekjaar van de multinationale groep waarop het landenrapport betrekking heeft. Het eerste landenrapport wordt medegedeeld voor de rapporteringsperiode van de multinationale groep dat begint op of na 1 januari 2016, en wel binnen 18 maanden na de laatste dag van deze rapporteringsperiode.”;

4° paragraaf 24 wordt aangevuld met twee leden, luidende :

”Om te voldoen aan de automatische uitwisseling als bedoeld in § 6/1, 1° en 2°, worden de te verstrekken inlichtingen opgeslagen in een beveiligd centraal gegevensbestand betreffende de administratieve samenwerking op belastinggebied, bestemd voor de lidstaten en ontwikkeld door de Commissie en ter beschikking gesteld uiterlijk op 31 december 2017. De Belgische bevoegde autoriteiten hebben toegang tot de in dit gegevensbestand opgeslagen inlichtingen.

In afwachting dat dat beveiligd centraal gegevensbestand operationeel wordt, geschiedt de in § 6/1, 1° en 2°, bedoelde automatische uitwisseling van gegevens overeenkomstig het eerste lid van deze paragraaf en volgens de toepasselijke praktische modaliteiten.”.

CHAPITRE 3. — Droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe

Art. 4. Dans l'article 289bis du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, inséré par la loi du 17 août 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 2, 11° est remplacé par ce qui suit :

"11° "échange automatique" :

a) aux fins des §§ 6, alinéa 1^{er} et 6/1, la communication systématique, sans demande préalable, d'informations prédéfinies, à intervalles réguliers préalablement fixés, à un autre Etat membre;

b) aux fins de toutes les dispositions du présent article autres que celles des §§ 6, alinéa 1^{er} et 6/1 précités, la communication systématique des informations prédéfinies fournies conformément au point a);";

2° le paragraphe 2 est complété par les 16° et 17° rédigés comme suit :

"16° "décision fiscale anticipée en matière transfrontière" : tout accord, toute communication, ou tout autre instrument ou action ayant des effets similaires, y compris lorsqu'il est émis, modifié ou renouvelé dans le contexte d'un contrôle fiscal, et qui remplit les conditions cumulatives suivantes :

a) est émis, modifié ou renouvelé par le SPF Finances, que ces décisions soient effectivement utilisées ou non;

b) est émis, modifié ou renouvelé, à l'intention d'une personne ou d'un groupe de personnes, et pour autant que cette personne ou ce groupe de personnes ait le droit de s'en prévaloir;

c) porte sur l'interprétation ou l'application d'une disposition législative ou administrative concernant l'administration ou l'application du Code et des dispositions autonomes liées aux droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe,

d) se rapporte à une opération transfrontière et

e) est établi préalablement au dépôt d'une déclaration fiscale couvrant la période au cours de laquelle l'opération, la série d'opérations ou les activités ont eu lieu.

17° "opération transfrontière" telle que mentionnée au 16° : une opération ou une série d'opérations qui remplit une ou plusieurs des conditions suivantes :

a) dans lesquelles toutes les parties à l'opération ou à la série d'opérations ne sont pas résidentes fiscales sur le territoire belge ayant émis, modifié ou renouvelé la décision fiscale anticipée en matière transfrontière;

b) dans lesquelles l'une des parties à l'opération ou à la série d'opérations est résidente fiscale dans plus d'une juridiction simultanément;

c) lorsque cette opération ou série d'opérations ont une incidence transfrontière.";

3° les paragraphes 6/1 et 6/2 sont insérés, rédigés comme suit :

"§ 6/1. Dans le cadre de l'échange automatique et obligatoire d'informations sur les décisions fiscales anticipées en matière transfrontière, les conditions sont les suivantes :

1° l'autorité compétente belge communique, par échange automatique, des informations, aux autorités compétentes de tous les autres Etats membres ainsi qu'à la Commission européenne, excepté dans les cas visés au 6° du présent paragraphe, conformément aux modalités pratiques applicables adoptées en vertu du § 24 lorsqu'une décision fiscale anticipée en matière transfrontière a été émise, modifiée ou renouvelée après le 31 décembre 2016.

2° l'autorité compétente belge communique également, conformément aux modalités pratiques applicables adoptées en vertu du § 24, des informations aux autorités compétentes de tous les autres Etats membres ainsi qu'à la Commission européenne, excepté dans les cas visés au 6° du présent paragraphe, sur les décisions fiscales anticipées en matière transfrontière émises, modifiées ou renouvelées au cours d'une période commençant cinq ans avant le 1^{er} janvier 2017.

Si des décisions fiscales anticipées en matière transfrontière sont émises, modifiées ou renouvelées entre le 1^{er} janvier 2012 et le 31 décembre 2013, cette communication est effectuée à condition que ces décisions fussent toujours valables au 1^{er} janvier 2014.

Si des décisions fiscales anticipées en matière transfrontière sont émises, modifiées ou renouvelées entre le 1^{er} janvier 2014 et le 31 décembre 2016, cette communication est effectuée, que ces décisions soient toujours valables ou non.

HOOFDSTUK 3. — Registratie-, hypotheek- en griffierechten

Art. 4. In artikel 289bis van het Wetboek van registratie-, hypotheek- en griffierechten, ingevoegd bij de wet van 17 augustus 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 2, 11° wordt vervangen als volgt :

"11° "automatische uitwisseling" :

a) voor de toepassing van §§ 6, eerste lid en 6/1, de systematische mededeling met regelmatige, vooraf vastgestelde tussenpozen, zonder voorafgaand verzoek, van vooraf bepaalde inlichtingen aan een andere lidstaat;

b) voor de toepassing van alle andere bepalingen van dit artikel, andere dan deze van voormelde §§ 6, eerste lid, en 6/1, de systematische mededeling van vooraf bepaalde inlichtingen, verstrekt overeenkomstig punt a);";

2° paragraaf 2 wordt aangevuld met de bepalingen onder 16° en 17°, luidende :

"16° "grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing" : elk akkoord, elke mededeling of enig ander instrument of handeling met soortgelijke effecten, inbegrepen deze verstrekt, gewijzigd of hernieuwd, in het kader van een belastingcontrole, en die aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoen :

a) verstrekt, gewijzigd of hernieuwd door de FOD Financiën, ongeacht of deze beslissingen effectief gebruikt worden;

b) verstrekt, gewijzigd of hernieuwd, voor een welbepaalde persoon of een groep van personen, en voor zover deze persoon of deze groep van personen er zich kan op beroepen;

c) betreft de interpretatie of toepassing van een wettelijke of administratieve bepaling betreffende de handhaving of de toepassing van dit Wetboek en de met de registratie-, hypotheek- en griffierechten verband houdende autonome bepalingen;

d) heeft betrekking op een grensoverschrijdende verrichting en

e) is tot stand gekomen voorafgaand aan de indiening van een belastingaangifte voor het tijdvak waarin de verrichting of reeks verrichtingen of de activiteiten hebben plaatsgevonden.

17° "grensoverschrijdende verrichting" als vermeld in de bepaling onder 16° : een verrichting of reeks van verrichtingen die voldoen aan een of meer van de volgende voorwaarden :

a) waarbij niet alle partijen betrokken bij de verrichting of reeks van verrichtingen fiscaal inwoners van België zijn dat de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing heeft verstrekt, gewijzigd of hernieuwd

b) waarbij een van de partijen bij de verrichting of reeks van verrichtingen haar fiscale woonplaats tegelijkertijd in meer dan een rechtsgebied heeft;

c) de verrichtingen of reeks van verrichtingen een grensoverschrijdend effect hebben.";

3° de paragrafen 6/1 en 6/2 worden ingevoegd, luidende :

"§ 6/1. In het kader van de verplichte automatische uitwisseling van inlichtingen over grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissingen, zijn de voorwaarden de volgende :

1° uitgezonderd in de gevallen bedoeld in de bepaling onder 6° van deze paragraaf, verstrekt de Belgische bevoegde autoriteit automatisch inlichtingen aan de bevoegde autoriteiten van alle andere lidstaten en de Europese Commissie, overeenkomstig de volgens § 24 vastgestelde van toepassing zijnde praktische modaliteiten wanneer een grensoverschrijdende voorafgaande beslissing werd verstrekt, gewijzigd of hernieuwd na 31 december 2016.

2° de Belgische bevoegde autoriteit verstrekt eveneens, overeenkomstig de volgens § 24 vastgestelde van toepassing zijnde praktische modaliteiten, aan de bevoegde autoriteiten van alle andere lidstaten, evenals aan de Europese Commissie, de inlichtingen over grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissingen die zijn verstrekt, gewijzigd of hernieuwd binnen de periode beginnend vijf jaar vóór 1 januari 2017, met uitzondering van de gevallen bedoeld in de bepaling onder 6° van deze paragraaf.

Indien de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissingen werden verstrekt, gewijzigd of hernieuwd tussen 1 januari 2012 en 31 december 2013, worden deze inlichtingen verstrekt op voorwaarde dat die beslissingen nog geldig waren op 1 januari 2014.

Als grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissingen werden verstrekt, gewijzigd of hernieuwd tussen 1 januari 2014 en 31 december 2016, worden die inlichtingen verstrekt ongeacht of die grensoverschrijdende voorafgaande beslissingen al dan niet nog geldig zijn.

3° Les 1° et 2° ne sont pas applicables lorsqu'une décision fiscale anticipée en matière transfrontière concerne et implique exclusivement les affaires fiscales d'une ou de plusieurs personnes physiques.

4° L'échange d'informations est effectué comme suit :

a) pour les informations échangées en application du 1° : au plus tard trois mois après la fin du semestre de l'année civile au cours duquel les décisions fiscales anticipées en matière transfrontière ont été émises, modifiées ou renouvelées;

b) pour les informations échangées en application du point 2° : avant le 1^{er} janvier 2018.

5° Les informations qui doivent être communiquées par l'autorité compétente belge en application des 1° et 2°, comprennent les éléments suivants :

a) l'identification de la personne, et, le cas échéant, du groupe de personnes auquel celle-ci appartient;

b) un résumé du contenu de la décision fiscale anticipée en matière transfrontière, y compris une description des activités commerciales, opérations ou série d'opérations concernées, présenté de manière abstraite, sans donner lieu à la divulgation d'un secret commercial, industriel ou professionnel, d'un procédé commercial ou d'informations dont la divulgation serait contraire à l'ordre public;

c) les dates de l'émission, de la modification ou du renouvellement de la décision fiscale anticipée en matière transfrontière;

d) la date de début de la période de validité de la décision fiscale anticipée en matière transfrontière, si elle est spécifiée;

e) la date de la fin de la période de validité de la décision fiscale anticipée en matière transfrontière, si elle est spécifiée;

f) le type de décision fiscale anticipée en matière transfrontière;

g) le montant de l'opération ou de la série d'opérations sur laquelle porte la décision fiscale anticipée en matière transfrontière, si un tel montant est visé dans la décision fiscale anticipée en matière transfrontière;

h) l'identification des autres Etats membres, le cas échéant, qui seraient susceptibles d'être concernés par la décision fiscale anticipée en matière transfrontière;

i) l'identification, dans les autres Etats membres, le cas échéant, de toute personne, susceptible d'être concernée par la décision fiscale anticipée en matière transfrontière en indiquant à quels Etats membres les personnes concernées sont liées;

6° Les informations définies au 5°, a), b), et i), du présent paragraphe ne sont pas communiquées à la Commission européenne.

7° L'autorité compétente belge accuse réception des informations, si possible par voie électronique, auprès de l'autorité compétente qui les lui a communiquées, sans tarder et en tout état de cause au plus tard sept jours ouvrables. Cette mesure est applicable jusqu'à ce que le répertoire visé au § 24, alinéas 3 et 4, devienne opérationnel.

8° L'autorité compétente belge peut, conformément au § 4, et eu égard aux dispositions du § 24, alinéa 2, demander des informations complémentaires, y compris le texte intégral d'une décision fiscale anticipée en matière transfrontière.

§ 6/2. L'autorité compétente belge communique à la Commission européenne, annuellement et pour la première fois avant le 1^{er} janvier 2018, des statistiques sur le volume des échanges automatiques en application des §§ 6 et 6/1 et, dans la mesure du possible, des informations sur les coûts et bénéfices, administratifs et autres, liés aux échanges qui ont eu lieu et aux changements éventuels, tant pour les administrations fiscales que pour des tiers.”;

4° le paragraphe 24 est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

”Afin de satisfaire aux exigences de l'échange automatique prévu dans le § 6/1, points 1° et 2, les informations qui doivent être communiquées sont enregistrées dans un répertoire central sécurisé destiné aux Etats membres concernant la coopération administrative dans le domaine fiscal mis au point et fourni, au plus tard le 31 décembre 2017, par la Commission. Les autorités compétentes belges ont accès aux informations enregistrées dans ce répertoire.

Avant que ce répertoire central sécurisé ne soit opérationnel, l'échange automatique prévu au § 6/1, 1° et 2°, est effectué conformément à l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe et selon les modalités pratiques applicables.”.

3° De bepalingen onder 1° en 2° zijn niet van toepassing wanneer een grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing uitsluitend betrekking heeft op de belastingzaken van een of meer natuurlijke personen.

4° De uitwisseling van inlichtingen geschiedt als volgt :

a) voor de overeenkomstig de bepaling onder 1°, uitgewisselde inlichtingen : binnen drie maanden na het einde van het halfjaar van het kalenderjaar waarin de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissingen zijn verstrekt, gewijzigd of hernieuwd;

b) voor de overeenkomstig de bepaling onder 2°, uitgewisselde inlichtingen : vóór 1 januari 2018.

5° De door de Belgische bevoegde autoriteit uit hoofde van de bepalingen onder 1° en 2° van dit artikel te verstrekken inlichtingen omvatten de volgende gegevens :

a) de identificatiegegevens van de persoon, en in voorkomend geval van de groep van personen waartoe deze behoort;

b) een samenvatting van de inhoud van de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing, met onder meer een omschrijving van de relevante zakelijke activiteiten of verrichtingen of reeks van verrichtingen, in algemene bewoordingen gesteld, die niet mag leiden tot de openbaarmaking van een handels-, nijverheids- of beroepsgeheim of een fabrieks- of handelsprocédé, of van inlichtingen die in strijd zouden zijn met de openbare orde;

c) de data van de aflevering, wijziging of hernieuwing van de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing;

d) de aanvangsdatum van de geldigheidsperiode van de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing, indien vermeld;

e) de einddatum van de geldigheidsperiode van de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing, indien vermeld;

f) het type grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing;

g) het bedrag van de verrichting of reeks van verrichtingen van de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing, indien vermeld in de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing;

h) in voorkomend geval, de identificatie van de andere lidstaten die mogelijk betrokken zijn bij de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing;

i) in voorkomend geval, de identificatie van personen, in de andere lidstaten die mogelijk betrokken kunnen zijn bij de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing waarbij vermeld dient te worden met welke lidstaten de betrokken personen verbonden zijn;

6° Inlichtingen gedefinieerd in de bepaling onder 5°, a), b), en i) van deze paragraaf worden niet medegedeeld aan de Europese Commissie.

7° De Belgische bevoegde autoriteit bevestigt de ontvangst van de inlichtingen, indien mogelijk langs elektronische weg, zonder uitstel en in elk geval niet later dan zeven werkdagen na ontvangst, aan de verstrekende bevoegde autoriteit. Deze maatregel is van toepassing totdat het in § 24, 3de en 4de lid, bedoelde gegevensbestand operationeel wordt.

8° De Belgische bevoegde overheid kan overeenkomstig § 4 en met inachtneming van de bepalingen van § 24, 2de lid, om aanvullende inlichtingen verzoeken, daaronder begrepen de volledige tekst van een grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing.

§ 6/2. De Belgische bevoegde autoriteit bezorgt de Europese Commissie jaarlijks en de eerste keer vóór 1 januari 2018, statistieken over de omvang van de automatische uitwisseling van inlichtingen uit hoofde van de §§ 6 en 6/1, alsmede, voor zover mogelijk, gegevens betreffende administratieve en andere relevante kosten en baten die betrekking hebben op de verrichte uitwisselingen en de mogelijke veranderingen, zowel voor de fiscale administraties als voor derden.”;

4° paragraaf 24 wordt aangevuld met twee leden, luidende :

”Om te voldoen aan de automatische uitwisseling als bedoeld in § 6/1, 1° en 2°, te verstrekken inlichtingen, worden de gegevens die moeten worden meegedeeld opgeslagen in een beveiligd centraal gegevensbestand betreffende de administratieve samenwerking op belastinggebied, bestemd voor de lidstaten, ontwikkeld en ter beschikking gesteld door de Commissie uiterlijk op 31 december 2017. De Belgische bevoegde autoriteiten hebben toegang tot de in dit gegevensbestand opgeslagen inlichtingen.

In afwachting dat dat beveiligd centraal gegevensbestand operationeel wordt, geschiedt de in § 6/1, 1° en 2°, bedoelde automatische uitwisseling van gegevens, volgens lid 1 van deze paragraaf en de toepasselijke praktische modaliteiten.”.

CHAPITRE 4. — *Droits de succession*

Art. 5. Dans l'article 146*quater* du Code des droits de succession, inséré par la loi du 17 août 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 2, 11° est remplacé par ce qui suit :

"11° "échange automatique" :

a) aux fins des §§ 6, alinéa 1^{er} et 6/1, la communication systématique, sans demande préalable, d'informations prédéfinies, à intervalles réguliers préalablement fixés, à un autre Etat membre;

b) aux fins de toutes les dispositions du présent article autres que celle des §§ 6, alinéa 1^{er} et 6/1 précités, la communication systématique des informations prédéfinies fournies conformément au point a);";

2° le paragraphe 2 est complété par les 16° et 17° rédigés comme suit :

"16° "décision fiscale anticipée en matière transfrontière" : tout accord, toute communication, ou tout autre instrument ou action ayant des effets similaires, y compris lorsqu'il est émis, modifié ou renouvelé dans le contexte d'un contrôle fiscal, et qui remplit les conditions cumulatives suivantes :

a) est émis, modifié ou renouvelé par le SPF Finances, que ces décisions soient effectivement utilisées ou non;

b) est émis, modifié ou renouvelé, à l'intention d'une personne ou d'un groupe de personnes, et pour autant que cette personne ou ce groupe de personnes ait le droit de s'en prévaloir;

c) porte sur l'interprétation ou l'application d'une disposition législative ou administrative concernant l'administration ou l'application du Code et des dispositions autonomes liées aux droits de succession;

d) se rapporte à une opération transfrontière et

e) est établi préalablement au dépôt d'une déclaration fiscale couvrant la période au cours de laquelle l'opération, la série d'opérations ou les activités ont eu lieu.

17° "opération transfrontière" telle que mentionnée au 16° : une opération ou une série d'opérations qui remplit une ou plusieurs des conditions suivantes :

a) dans lesquelles toutes les parties à l'opération ou à la série d'opérations ne sont pas résidentes fiscales sur le territoire belge ayant émis, modifié ou renouvelé la décision fiscale anticipée en matière transfrontière;

b) dans lesquelles l'une des parties à l'opération ou à la série d'opérations est résidente fiscale dans plus d'une juridiction simultanément;

c) lorsque cette opération ou série d'opérations a une incidence transfrontière.";

3° les paragraphes 6/1 et 6/2 sont insérés, rédigés comme suit :

"§ 6/1. Dans le cadre de l'échange automatique et obligatoire d'informations sur les décisions fiscales anticipées en matière transfrontière, les conditions sont les suivantes :

1° l'autorité compétente belge communique, par échange automatique, des informations, aux autorités compétentes de tous les autres Etats membres ainsi qu'à la Commission européenne, excepté dans les cas visés au 6° du présent paragraphe, conformément aux modalités pratiques applicables adoptées en vertu du § 24 lorsqu'une décision fiscale anticipée en matière transfrontière a été émise, modifiée ou renouvelée après le 31 décembre 2016.

2° l'autorité compétente belge communique également, conformément aux modalités pratiques applicables adoptées en vertu du § 24, des informations aux autorités compétentes de tous les autres Etats membres ainsi qu'à la Commission européenne, excepté dans les cas visés au 6° du présent paragraphe, sur les décisions fiscales anticipées en matière transfrontière émises, modifiées ou renouvelées au cours d'une période commençant cinq ans avant le 1^{er} janvier 2017.

Si des décisions fiscales anticipées en matière transfrontière sont émises, modifiées ou renouvelées entre le 1^{er} janvier 2012 et le 31 décembre 2013, cette communication est effectuée à condition que ces décisions fussent toujours valables au 1^{er} janvier 2014.

Si des décisions fiscales anticipées en matière transfrontière sont émises, modifiées ou renouvelées entre le 1^{er} janvier 2014 et le 31 décembre 2016, cette communication est effectuée, que ces décisions soient toujours valables ou non.

HOOFDSTUK 4. — *Successierechten*

Art. 5. In artikel 146*quater* van het Wetboek van successierechten, ingevoegd bij de wet van 17 augustus 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 2, 11° wordt vervangen als volgt :

"11° "automatische uitwisseling" :

a) voor de toepassing van §§ 6, eerste lid en 6/1, de systematische mededeling met regelmatige, vooraf vastgestelde tussenpozen, zonder voorafgaand verzoek, van vooraf bepaalde inlichtingen aan een andere lidstaat;

b) voor de toepassing van alle andere bepalingen van dit artikel, andere dan deze van voormelde §§ 6, eerste lid, en 6/1, de systematische mededeling van vooraf bepaalde inlichtingen, verstrekt overeenkomstig punt a);";

2° paragraaf 2 wordt aangevuld met de bepalingen onder 16° en 17°, luidende :

"16° "grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing" : elk akkoord, elke mededeling of enig ander instrument of handeling met soortgelijke effecten, inbegrepen deze verstrekt, gewijzigd of hernieuwd, in het kader van een belastingcontrole, en die aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoen :

a) verstrekt, gewijzigd of hernieuwd door de FOD Financiën, ongeacht of deze beslissingen effectief gebruikt worden;

b) verstrekt, gewijzigd of hernieuwd, voor een welbepaalde persoon of groep van personen, en voor zover deze persoon of groep van personen er zich kan op beroepen;

c) betreft de interpretatie of toepassing van een wettelijke of administratieve bepaling betreffende de handhaving of de toepassing van dit Wetboek en de met de successierechten verband houdende autonome bepalingen;

d) heeft betrekking op een grensoverschrijdende verrichting en

e) is tot stand gekomen voorafgaand aan de indiening van een belastingaangifte voor het tijdvak waarin de verrichting of reeks verrichtingen of de activiteiten hebben plaatsgevonden.

17° "grensoverschrijdende verrichting" als vermeld in de bepaling onder 16° : een verrichting of reeks van verrichtingen die voldoen aan een of meer van de volgende voorwaarden :

a) waarbij niet alle partijen betrokken bij de verrichting of reeks van verrichtingen fiscaal inwoner zijn van België dat de grensoverschrijdende voorafgaande beslissing heeft verstrekt, gewijzigd of hernieuwd;

b) waarbij een van de partijen bij de verrichting of reeks van verrichtingen haar fiscale woonplaats tegelijkertijd in meer dan een rechtsgebied heeft;

c) wanneer de verrichtingen of reeks van verrichtingen een grensoverschrijdend effect hebben.";

3° de paragrafen §§ 6/1 en 6/2 worden ingevoegd, luidende :

"§ 6/1. In het kader van de verplichte automatische uitwisseling van inlichtingen over grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissingen, zijn de voorwaarden de volgende :

1° uitgezonderd in de gevallen bedoeld in de bepaling onder 6° van deze paragraaf, verstrekt de Belgische bevoegde autoriteit automatisch inlichtingen aan de bevoegde autoriteiten van alle andere lidstaten en de Europese Commissie, zulks overeenkomstig de volgens § 24 vastgestelde van toepassing zijnde praktische modaliteiten wanneer een grensoverschrijdende voorafgaande beslissing werd verstrekt, gewijzigd of hernieuwd na 31 december 2016.

2° de Belgische bevoegde autoriteit verstrekt eveneens, overeenkomstig de volgens § 24 vastgestelde van toepassing zijnde praktische modaliteiten, aan de bevoegde autoriteiten van alle andere lidstaten, evenals aan de Europese Commissie, de inlichtingen over grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissingen die zijn verstrekt, gewijzigd of hernieuwd binnen de periode beginnend vijf jaar vóór 1 januari 2017, met uitzondering van de gevallen bedoeld in de bepaling onder 6° van deze paragraaf.

Indien de grensoverschrijdende voorafgaande beslissingen werden verstrekt, gewijzigd of hernieuwd tussen 1 januari 2012 en 31 december 2013, worden deze inlichtingen verstrekt op voorwaarde dat die beslissingen nog geldig waren op 1 januari 2014.

Als grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissingen werden verstrekt, gewijzigd of hernieuwd tussen 1 januari 2014 en 31 december 2016, worden die inlichtingen verstrekt ongeacht of die grensoverschrijdende voorafgaande beslissingen al dan niet nog geldig zijn.

3° Les 1° et 2° ne sont pas applicables lorsqu'une décision fiscale anticipée en matière transfrontière concerne et implique exclusivement les affaires fiscales d'une ou de plusieurs personnes physiques.

4° L'échange d'informations est effectué comme suit :

a) pour les informations échangées en application du 1° : au plus tard trois mois après la fin du semestre de l'année civile au cours duquel les décisions fiscales anticipées en matière transfrontière ont été émises, modifiées ou renouvelées;

b) pour les informations échangées en application du 2° : avant le 1^{er} janvier 2018.

5° Les informations qui doivent être communiquées par l'autorité compétente belge en application des 1° et 2°, comprennent les éléments suivants :

a) l'identification de la personne, et, le cas échéant, du groupe de personnes auquel celle-ci appartient;

b) un résumé du contenu de la décision fiscale anticipée en matière transfrontière, y compris une description des activités commerciales, opérations ou série d'opérations concernées, présenté de manière abstraite, sans donner lieu à la divulgation d'un secret commercial, industriel ou professionnel, d'un procédé commercial ou d'informations dont la divulgation serait contraire à l'ordre public;

c) les dates de l'émission, de la modification ou du renouvellement de la décision fiscale anticipée en matière transfrontière;

d) la date de début de la période de validité de la décision fiscale anticipée en matière transfrontière, si elle est spécifiée;

e) la date de la fin de la période de validité de la décision fiscale anticipée en matière transfrontière, si elle est spécifiée;

f) le type de décision fiscale anticipée en matière transfrontière;

g) le montant de l'opération ou de la série d'opérations sur laquelle porte la décision fiscale anticipée en matière transfrontière, si un tel montant est visé dans la décision fiscale anticipée en matière transfrontière;

h) l'identification des autres Etats membres, le cas échéant, qui seraient susceptibles d'être concernés par la décision fiscale anticipée en matière transfrontière;

i) l'identification, dans les autres Etats membres, le cas échéant, de toute personne susceptible d'être concernée par la décision fiscale anticipée en matière transfrontière en indiquant à quels Etats membres les personnes concernées sont liées;

6° Les informations définies au 5°, a), b), et i), du présent paragraphe ne sont pas communiquées à la Commission européenne.

7° L'autorité compétente belge accuse réception des informations, si possible par voie électronique, auprès de l'autorité compétente qui les lui a communiquées, sans tarder et en tout état de cause au plus tard sept jours ouvrables. Cette mesure est applicable jusqu'à ce que le répertoire visé au § 24, alinéas 3 et 4, devienne opérationnel.

8° L'autorité compétente belge peut, conformément au § 4, et eu égard aux dispositions du § 24, alinéa 2, demander des informations complémentaires, y compris le texte intégral d'une décision fiscale anticipée en matière transfrontière.

§ 6/2. L'autorité compétente belge communique à la Commission européenne, annuellement et pour la première fois avant le 1^{er} janvier 2018, des statistiques sur le volume des échanges automatiques en application des §§ 6 et 6/1 et, dans la mesure du possible, des informations sur les coûts et bénéfices, administratifs et autres, liés aux échanges qui ont eu lieu et aux changements éventuels, tant pour les administrations fiscales que pour des tiers.”;

4° le paragraphe 24 est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

”Afin de satisfaire aux exigences de l'échange automatique prévu dans le § 6/1, 1° et 2, les informations qui doivent être communiquées sont enregistrées dans un répertoire central sécurisé destiné aux Etats membres concernant la coopération administrative dans le domaine fiscal mis au point et fourni, au plus tard le 31 décembre 2017, par la Commission. Les autorités compétentes belges ont accès aux informations enregistrées dans ce répertoire.

Avant que ce répertoire central sécurisé ne soit opérationnel, l'échange automatique prévu au § 6/1, 1° et 2°, est effectué conformément à l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe et selon les modalités pratiques applicables.”.

3° De bepalingen onder 1° en 2° zijn niet van toepassing wanneer een grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing uitsluitend betrekking heeft op de belastingzaken van een of meer natuurlijke personen.

4° De uitwisseling van inlichtingen geschiedt als volgt :

a) voor de overeenkomstig de bepaling onder 1°, uitgewisselde inlichtingen : binnen drie maanden na het einde van het halfjaar van het kalenderjaar waarin de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissingen zijn verstrekt, gewijzigd of hernieuwd;

b) voor de overeenkomstig de bepaling onder 2°, uitgewisselde inlichtingen : vóór 1 januari 2018.

5° De door de Belgische bevoegde autoriteit uit hoofde van de bepalingen onder 1° en 2° van dit artikel te verstrekken inlichtingen omvatten de volgende gegevens :

a) de identificatiegegevens van de persoon, en in voorkomend geval van de groep van personen waartoe deze behoort;

b) een samenvatting van de inhoud van de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing, met onder meer een omschrijving van de relevante zakelijke activiteiten of verrichtingen of reeks van verrichtingen, in algemene bewoordingen gesteld, die niet mag leiden tot de openbaarmaking van een handels-, nijverheids- of beroepsgeheim of een fabrieks- of handelsprocédé, of van inlichtingen die in strijd zouden zijn met de openbare orde;

c) de data van de aflevering, wijziging of hernieuwing van de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing;

d) de aanvangsdatum van de geldigheidsperiode van de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing, indien vermeld;

e) de einddatum van de geldigheidsperiode van de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing, indien vermeld;

f) het type grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing;

g) het bedrag van de verrichting of reeks van verrichtingen van de grensoverschrijdende voorafgaande beslissing, indien vermeld in de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing;

h) in voorkomend geval, de identificatie van de andere lidstaten die mogelijk betrokken zijn bij de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing;

i) in voorkomend geval, de identificatie van personen in de andere lidstaten die mogelijk betrokken kunnen zijn bij de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing waarbij vermeld dient te worden met welke lidstaten de betrokken personen verbonden zijn;

6° Inlichtingen gedefinieerd in de bepaling onder 5°, a), b), en i) van deze paragraaf worden niet medegedeeld aan de Europese Commissie.

7° De Belgische bevoegde autoriteit bevestigt de ontvangst van de inlichtingen, indien mogelijk langs elektronische weg, zonder uitstel en in elk geval niet later dan zeven werkdagen na ontvangst, aan de verstrekende bevoegde autoriteit. Deze maatregel is van toepassing totdat het in § 24, 3de en 4de lid, bedoelde gegevensbestand operationeel wordt.

8° De Belgische bevoegde overheid kan overeenkomstig § 4 en met inachtneming van de bepalingen van § 24, 2de lid, om aanvullende inlichtingen verzoeken, daaronder begrepen de volledige tekst van een grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing.

§ 6/2. De Belgische bevoegde autoriteit bezorgt de Europese Commissie jaarlijks en de eerste keer vóór 1 januari 2018, statistieken over de omvang van de automatische uitwisseling van inlichtingen uit hoofde van de §§ 6 en 6/1, alsmede, voor zover mogelijk, gegevens betreffende administratieve en andere relevante kosten en baten die betrekking hebben op de verrichte uitwisselingen en de mogelijke veranderingen, zowel voor de fiscale administraties als voor derden.”;

4° paragraaf 24 wordt aangevuld met twee leden, luidende :

”Om te voldoen aan de automatische uitwisseling als bedoeld in § 6/1, 1° en 2°, te verstrekken inlichtingen, wordende gegevens die moeten worden meegedeeld opgeslagen in een beveiligd centraal gegevensbestand betreffende de administratieve samenwerking op belastinggebied, bestemd voor de lidstaten, ontwikkeld en ter beschikking gesteld door de Commissie uiterlijk op 31 december 2017. De Belgische bevoegde autoriteiten hebben toegang tot de in dit gegevensbestand opgeslagen inlichtingen.

In afwachting dat dat beveiligd centraal gegevensbestand operationeel wordt, geschiedt de in § 6/1, 1° en 2°, bedoelde automatische uitwisseling van gegevens, volgens lid 1 van deze paragraaf en de toepasselijke praktische modaliteiten.”.

Art. 6. Dans l'article 160bis du Code des droits de succession, inséré par la loi du 17 août 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 2, 11° est remplacé par ce qui suit :

"11° "échange automatique" :

a) aux fins des §§ 6, alinéa 1^{er} et 6/1, la communication systématique, sans demande préalable, d'informations prédéfinies, à intervalles réguliers préalablement fixés, à un autre Etat membre;

b) aux fins de toutes les dispositions du présent article autres que celles des §§ 6, alinéa 1^{er} et 6/1, la communication systématique des informations prédéfinies fournies conformément au point a);";

2° le paragraphe 2 est complété par les 16° et 17° rédigés comme suit :

"16° "décision fiscale anticipée en matière transfrontière" : tout accord, toute communication, ou tout autre instrument ou action ayant des effets similaires, y compris lorsqu'il est émis, modifié ou renouvelé dans le contexte d'un contrôle fiscal, et qui remplit les conditions cumulatives suivantes :

a) est émis, modifié ou renouvelé par le SPF Finances, que ces décisions soient effectivement utilisées ou non;

b) est émis, modifié ou renouvelé, à l'intention d'une personne ou d'un groupe de personnes, et pour autant que cette personne ou ce groupe de personnes ait le droit de s'en prévaloir;

c) porte sur l'interprétation ou l'application d'une disposition législative ou administrative concernant l'administration ou l'application du Code et des dispositions autonomes liées aux droits de succession;

d) se rapporte à une opération transfrontière et

e) est établi préalablement au dépôt d'une déclaration fiscale couvrant la période au cours de laquelle l'opération, la série d'opérations ou les activités ont eu lieu.

17° "opération transfrontière" telle que mentionnée au 16° : une opération ou une série d'opérations qui remplit une ou plusieurs des conditions suivantes :

a) dans lesquelles toutes les parties à l'opération ou à la série d'opérations ne sont pas résidentes fiscales sur le territoire belge ayant émis, modifié ou renouvelé la décision fiscale anticipée en matière transfrontière;

b) dans lesquelles l'une des parties à l'opération ou à la série d'opérations est résidente fiscale dans plus d'une juridiction simultanément;

c) lorsque cette opération ou série d'opérations a une incidence transfrontière.";

3° les paragraphes 6/1 et 6/2 sont insérés, rédigés comme suit :

"§ 6/1. Dans le cadre de l'échange automatique et obligatoire d'informations sur les décisions fiscales anticipées en matière transfrontière, les conditions sont les suivantes :

1° l'autorité compétente belge communique, par échange automatique, des informations, aux autorités compétentes de tous les autres Etats membres ainsi qu'à la Commission européenne, excepté dans les cas visés au 6° du présent paragraphe, conformément aux modalités pratiques applicables adoptées en vertu du § 24 lorsqu'une décision fiscale anticipée en matière transfrontière a été émise, modifiée ou renouvelée après le 31 décembre 2016.

2° l'autorité compétente belge communique également, conformément aux modalités pratiques applicables adoptées en vertu du § 24, des informations aux autorités compétentes de tous les autres Etats membres ainsi qu'à la Commission européenne, excepté dans les cas visés au 6° du présent paragraphe, sur les décisions fiscales anticipées en matière transfrontière émises, modifiées ou renouvelées au cours d'une période commençant cinq ans avant le 1^{er} janvier 2017.

Si des décisions fiscales anticipées en matière transfrontière sont émises, modifiées ou renouvelées entre le 1^{er} janvier 2012 et le 31 décembre 2013, cette communication est effectuée à condition que ces décisions fussent toujours valables au 1^{er} janvier 2014.

Si des décisions fiscales anticipées en matière transfrontière sont émises, modifiées ou renouvelées entre le 1^{er} janvier 2014 et le 31 décembre 2016, cette communication est effectuée, que ces décisions soient toujours valables ou non.

Art. 6. In artikel 160bis van het Wetboek van successierechten, ingevoegd bij de wet van 17 augustus 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1 ° paragraaf 2, 11° wordt vervangen als volgt :

"11° "automatische uitwisseling" :

a) voor de toepassing van §§ 6, eerste lid en 6/1, de systematische mededeling met regelmatige, vooraf vastgestelde tussenpozen, zonder voorafgaand verzoek, van vooraf bepaalde inlichtingen aan een andere lidstaat;

b) voor de toepassing van alle andere bepalingen van dit artikel, andere dan deze van voormelde §§ 6, eerste lid, en 6/1, de systematische mededeling van vooraf bepaalde inlichtingen, verstrekt overeenkomstig punt a);";

2° paragraaf 2 wordt aangevuld met de bepalingen onder 16° en 17°, luidende :

"16° "grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing" : elk akkoord, elke mededeling of enig ander instrument of handeling met soortgelijke effecten, inbegrepen deze verstrekt, gewijzigd of hernieuwd, in het kader van een belastingcontrole, en die aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoen :

a) verstrekt, gewijzigd of hernieuwd door de FOD Financiën, ongeacht of deze beslissingen effectief gebruikt worden;

b) verstrekt, gewijzigd of hernieuwd, voor een welbepaalde persoon of groep van personen, en voor zover deze persoon of groep van personen er zich kan op beroepen;

c) betreft de interpretatie of toepassing van een wettelijke of administratieve bepaling betreffende de handhaving of de toepassing van dit Wetboek en de met de successierechten verband houdende autonome bepalingen;

d) heeft betrekking op een grensoverschrijdende verrichting en

e) is tot stand gekomen voorafgaand aan de indiening van een belastingaangifte voor het tijdvak waarin de verrichting of reeks verrichtingen of de activiteiten hebben plaatsgevonden.

17° "grensoverschrijdende verrichting" als vermeld in de bepaling onder 16° : een verrichting of reeks van verrichtingen die voldoen aan een of meer van de volgende voorwaarden :

a) waarbij niet alle partijen betrokken bij de verrichting of reeks van verrichtingen fiscaal inwoner zijn van België dat de grensoverschrijdende voorafgaande beslissing heeft verstrekt, gewijzigd of hernieuwd;

b) waarbij een van de partijen bij de verrichting of reeks van verrichtingen haar fiscale woonplaats tegelijkertijd in meer dan een rechtsgebied heeft;

c) wanneer de verrichtingen of reeks van verrichtingen een grensoverschrijdend effect hebben.";

3° de paragrafen 6/1 en 6/2 worden ingevoegd, luidende :

"§ 6/1. In het kader van de verplichte automatische uitwisseling van inlichtingen over grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissingen, zijn de voorwaarden de volgende :

1° uitgezonderd in de gevallen bedoeld in de bepaling onder 6° van deze paragraaf, verstrekt de Belgische bevoegde autoriteit automatisch inlichtingen aan de bevoegde autoriteiten van alle andere lidstaten en de Europese Commissie, zulks overeenkomstig de volgens § 24 vastgestelde van toepassing zijnde praktische modaliteiten wanneer een grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing werd verstrekt, gewijzigd of hernieuwd na 31 december 2016.

2° de Belgische bevoegde autoriteit verstrekt eveneens, overeenkomstig de volgens § 24 vastgestelde van toepassing zijnde praktische modaliteiten, aan de bevoegde autoriteiten van alle andere lidstaten, evenals aan de Europese Commissie, de inlichtingen over grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissingen die zijn verstrekt, gewijzigd of hernieuwd binnen de periode beginnend vijf jaar vóór 1 januari 2017, met uitzondering van de gevallen bedoeld in de bepaling onder 6° van deze paragraaf.

Indien de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissingen werden verstrekt, gewijzigd of hernieuwd tussen 1 januari 2012 en 31 december 2013, worden deze inlichtingen verstrekt op voorwaarde dat die grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissingen nog geldig waren op 1 januari 2014.

Als grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissingen werden verstrekt, gewijzigd of hernieuwd tussen 1 januari 2014 en 31 december 2016, worden die inlichtingen verstrekt ongeacht of die grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissingen al dan niet nog geldig zijn.

3° Les 1° et 2° ne sont pas applicables lorsqu'une décision fiscale anticipée en matière transfrontière concerne et implique exclusivement les affaires fiscales d'une ou de plusieurs personnes physiques.

4° L'échange d'informations est effectué comme suit :

a) pour les informations échangées en application du 1° : au plus tard trois mois après la fin du semestre de l'année civile au cours duquel les décisions fiscales anticipées en matière transfrontière ont été émises, modifiées ou renouvelées;

b) pour les informations échangées en application du 2° : avant le 1^{er} janvier 2018.

5° Les informations qui doivent être communiquées par l'autorité compétente belge en application des 1° et 2°, comprennent les éléments suivants :

a) l'identification de la personne, et, le cas échéant, du groupe de personnes auquel celle-ci appartient;

b) un résumé du contenu de la décision fiscale anticipée en matière transfrontière, y compris une description des activités commerciales, opérations ou série d'opérations concernées, présenté de manière abstraite, sans donner lieu à la divulgation d'un secret commercial, industriel ou professionnel, d'un procédé commercial ou d'informations dont la divulgation serait contraire à l'ordre public;

c) les dates de l'émission, de la modification ou du renouvellement de la décision fiscale anticipée en matière transfrontière;

d) la date de début de la période de validité de la décision fiscale anticipée en matière transfrontière, si elle est spécifiée;

e) la date de la fin de la période de validité de la décision fiscale anticipée en matière transfrontière, si elle est spécifiée;

f) le type de décision fiscale anticipée en matière transfrontière;

g) le montant de l'opération ou de la série d'opérations sur laquelle porte la décision fiscale anticipée en matière transfrontière, si un tel montant est visé dans la décision fiscale anticipée en matière transfrontière;

h) l'identification des autres Etats membres, le cas échéant, qui seraient susceptibles d'être concernés par la décision fiscale anticipée en matière transfrontière;

i) l'identification, dans les autres Etats membres, le cas échéant, de toute personne susceptible d'être concernée par la décision fiscale anticipée en matière transfrontière en indiquant à quels Etats membres les personnes concernées sont liées.

6° Les informations définies au 5°, a), b), et i), du présent paragraphe ne sont pas communiquées à la Commission européenne.

7° L'autorité compétente belge accuse réception des informations, si possible par voie électronique, auprès de l'autorité compétente qui les lui a communiquées, sans tarder et en tout état de cause au plus tard sept jours ouvrables. Cette mesure est applicable jusqu'à ce que le répertoire visé au § 24, alinéas 3 et 4, devienne opérationnel.

8° L'autorité compétente belge peut, conformément au § 4, et eu égard aux dispositions du § 24, alinéa 2, demander des informations complémentaires, y compris le texte intégral d'une décision fiscale anticipée en matière transfrontière.

§ 6/2. L'autorité compétente belge communique à la Commission européenne, annuellement et pour la première fois avant le 1^{er} janvier 2018, des statistiques sur le volume des échanges automatiques en application des §§ 6 et 6/1 et, dans la mesure du possible, des informations sur les coûts et bénéfices, administratifs et autres, liés aux échanges qui ont eu lieu et aux changements éventuels, tant pour les administrations fiscales que pour des tiers.”;

4° le paragraphe 24 est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

“Afin de satisfaire aux exigences de l'échange automatique prévu dans le § 6/1, points 1° et 2, les informations qui doivent être communiquées sont enregistrées dans un répertoire central sécurisé destiné aux Etats membres concernant la coopération administrative dans le domaine fiscal mis au point et fourni, au plus tard le 31 décembre 2017, par la Commission. Les autorités compétentes belges ont accès aux informations enregistrées dans ce répertoire.

Avant que ce répertoire central sécurisé ne soit opérationnel, l'échange automatique prévu au § 6/1, 1° et 2°, est effectué conformément à l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe et selon les modalités pratiques applicables.”

3° De bepalingen onder 1° en 2° zijn niet van toepassing wanneer een grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing uitsluitend betrekking heeft op de belastingzaken van een of meer natuurlijke personen.

4° De uitwisseling van inlichtingen geschiedt als volgt :

a) voor de overeenkomstig de bepaling onder 1°, uitgewisselde inlichtingen : binnen drie maanden na het einde van het halfjaar van het kalenderjaar waarin de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissingen zijn verstrekt, gewijzigd of hernieuwd;

b) voor de overeenkomstig de bepaling onder 2°, uitgewisselde inlichtingen : vóór 1 januari 2018.

5° De door de Belgische bevoegde autoriteit uit hoofde van de bepalingen onder 1° en 2° van dit artikel te verstrekken inlichtingen omvatten de volgende gegevens :

a) de identificatiegegevens van de persoon, en in voorkomend geval van de groep van personen waartoe deze behoort;

b) een samenvatting van de inhoud van de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing, met onder meer een omschrijving van de relevante zakelijke activiteiten of verrichtingen of reeks van verrichtingen, in algemene bewoordingen gesteld, die niet mag leiden tot de openbaarmaking van een handels-, nijverheids- of beroepsgeheim of een fabrieks- of handelsprocédé, of van inlichtingen die in strijd zouden zijn met de openbare orde;

c) de data van de aflevering, wijziging of hernieuwing van de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing;

d) de aanvangsdatum van de geldigheidsperiode van de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing, indien vermeld;

e) de einddatum van de geldigheidsperiode van de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing, indien vermeld;

f) het type grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing;

g) het bedrag van de verrichting of reeks van verrichtingen van de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing, indien vermeld in de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing;

h) in voorkomend geval, de identificatie van de andere lidstaten die mogelijk betrokken zijn bij de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing;

i) in voorkomend geval, de identificatie van personen in de andere lidstaten die mogelijk betrokken kunnen zijn bij de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing waarbij vermeld dient te worden met welke lidstaten de betrokken personen verbonden zijn.

6° Inlichtingen gedefinieerd in de bepaling onder 5°, a), b), en i) van deze paragraaf worden niet medegedeeld aan de Europese Commissie.

7° De Belgische bevoegde autoriteit bevestigt de ontvangst van de inlichtingen, indien mogelijk langs elektronische weg, zonder uitstel en in elk geval niet later dan zeven werkdagen na ontvangst, aan de verstrekende bevoegde autoriteit. Deze maatregel is van toepassing totdat het in § 24, 3de en 4de lid, bedoelde gegevensbestand operationeel wordt.

8° De Belgische bevoegde overheid kan overeenkomstig § 4 en met inachtneming van de bepalingen van § 24, 2de lid, om aanvullende inlichtingen verzoeken, daaronder begrepen de volledige tekst van een grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing.

§ 6/2. De Belgische bevoegde autoriteit bezorgt de Europese Commissie jaarlijks en de eerste keer vóór 1 januari 2018, statistieken over de omvang van de automatische uitwisseling van inlichtingen uit hoofde van de §§ 6 en 6/1, alsmede, voor zover mogelijk, gegevens betreffende administratieve en andere relevante kosten en baten die betrekking hebben op de verrichte uitwisselingen en de mogelijke veranderingen, zowel voor de fiscale administraties als voor derden.”;

4° paragraaf 24 wordt aangevuld met twee leden, luidende :

“Om te voldoen aan de automatische uitwisseling als bedoeld in § 6/1, 1° en 2°, te verstrekken inlichtingen, wordende gegevens die moeten worden meegedeeld opgeslagen in een beveiligd centraal gegevensbestand betreffende de administratieve samenwerking op belastinggebied, bestemd voor de lidstaten, ontwikkeld en ter beschikking gesteld door de Commissie uiterlijk op 31 december 2017. De Belgische bevoegde autoriteiten hebben toegang tot de in dit gegevensbestand opgeslagen inlichtingen.

In afwachting dat dat beveiligd centraal gegevensbestand operationeel wordt, geschiedt de in § 6/1, 1° en 2°, bedoelde automatische uitwisseling van gegevens, volgens lid 1 van deze paragraaf en de toepasselijke praktische modaliteiten.”

Art. 7. Dans l'article 162/1 du Code des droits de succession, inséré par la loi du 17 août 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 2, 11° est remplacé par ce qui suit :

"11° "échange automatique" :

a) aux fins des §§ 6, alinéa 1^{er} et 6/1, la communication systématique, sans demande préalable, d'informations prédéfinies, à intervalles réguliers préalablement fixés, à un autre Etat membre;

b) aux fins de toutes les dispositions du présent article autres que celles des §§ 6, alinéa 1^{er} et 6/1, la communication systématique des informations prédéfinies fournies conformément au a)";

2° le paragraphe 2 est complété par les 16° et 17° rédigés comme suit :

"16° "décision fiscale anticipée en matière transfrontière" : tout accord, toute communication, ou tout autre instrument ou action ayant des effets similaires, y compris lorsqu'il est émis, modifié ou renouvelé dans le contexte d'un contrôle fiscal, et qui remplit les conditions cumulatives suivantes :

a) est émis, modifié ou renouvelé par le SPF Finances, que ces décisions soient effectivement utilisées ou non;

b) est émis, modifié ou renouvelé, à l'intention d'une personne ou d'un groupe de personnes, et pour autant que cette personne ou ce groupe de personnes ait le droit de s'en prévaloir;

c) porte sur l'interprétation ou l'application d'une disposition législative ou administrative concernant l'administration ou l'application du Code et des dispositions autonomes liées aux droits de succession;

d) se rapporte à une opération transfrontière et

e) est établi préalablement au dépôt d'une déclaration fiscale couvrant la période au cours de laquelle l'opération, la série d'opérations ou les activités ont eu lieu.

17° "opération transfrontière" telle que mentionnée au 16° : une opération ou une série d'opérations qui remplit une ou plusieurs des conditions suivantes :

a) dans lesquelles toutes les parties à l'opération ou à la série d'opérations ne sont pas résidentes fiscales sur le territoire belge ayant émis, modifié ou renouvelé la décision fiscale anticipée en matière transfrontière;

b) dans lesquelles l'une des parties à l'opération ou à la série d'opérations est résidente fiscale dans plus d'une juridiction simultanément;

c) lorsque cette opération ou série d'opérations a une incidence transfrontière.";

3° les paragraphes 6/1 et 6/2 sont insérés, rédigés comme suit :

"§ 6/1. Dans le cadre de l'échange automatique et obligatoire d'informations sur les décisions fiscales anticipées en matière transfrontière, les conditions sont les suivantes :

1° l'autorité compétente belge communique, par échange automatique, des informations, aux autorités compétentes de tous les autres Etats membres ainsi qu'à la Commission européenne, excepté dans les cas visés au 6° du présent paragraphe, conformément aux modalités pratiques applicables adoptées en vertu du § 24 lorsqu'une décision fiscale anticipée en matière transfrontière a été émise, modifiée ou renouvelée après le 31 décembre 2016.

2° l'autorité compétente belge communique également, conformément aux modalités pratiques applicables adoptées en vertu du § 24, des informations aux autorités compétentes de tous les autres Etats membres ainsi qu'à la Commission européenne, excepté dans les cas visés au 6° du présent paragraphe, sur les décisions fiscales anticipées en matière transfrontière émises, modifiées ou renouvelées au cours d'une période commençant cinq ans avant le 1^{er} janvier 2017.

Si des décisions fiscales anticipées en matière transfrontière sont émises, modifiées ou renouvelées entre le 1^{er} janvier 2012 et le 31 décembre 2013, cette communication est effectuée à condition que ces décisions fussent toujours valables au 1^{er} janvier 2014.

Si des décisions fiscales anticipées en matière transfrontière sont émises, modifiées ou renouvelées entre le 1^{er} janvier 2014 et le 31 décembre 2016, cette communication est effectuée, que ces décisions soient toujours valables ou non.

Art. 7. In artikel 162/1 van het Wetboek van successierechten, ingevoegd bij de wet van 17 augustus 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 2, 11° wordt vervangen als volgt :

"11° "automatische uitwisseling" :

a) voor de toepassing van §§ 6, eerste lid en 6/1, de systematische mededeling met regelmatige, vooraf vastgestelde tussenpozen, zonder voorafgaand verzoek, van vooraf bepaalde inlichtingen aan een andere lidstaat;

b) voor de toepassing van alle andere bepalingen van dit artikel, andere dan deze van voormelde §§ 6, eerste lid, en 6/1, de systematische mededeling van vooraf bepaalde inlichtingen, verstrekt overeenkomstig de bepaling onder a)";

2° paragraaf 2 wordt aangevuld met de bepalingen onder 16° en 17°, luidende :

"16° "grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing" : elk akkoord, elke mededeling of enig ander instrument of handeling met soortgelijke effecten, inbegrepen deze verstrekt, gewijzigd of hernieuwd, in het kader van een belastingcontrole, en die aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoen :

a) verstrekt, gewijzigd of hernieuwd door de FOD Financiën, ongeacht of deze beslissingen effectief gebruikt worden;

b) verstrekt, gewijzigd of hernieuwd, voor een welbepaalde persoon of groep van personen, en voor zover deze persoon of groep van personen er zich kan op beroepen;

c) betreft de interpretatie of toepassing van een wettelijke of administratieve bepaling betreffende de handhaving of de toepassing van dit Wetboek en de met de successierechten verband houdende autonome bepalingen;

d) heeft betrekking op een grensoverschrijdende verrichting en

e) is tot stand gekomen voorafgaand aan de indiening van een belastingaangifte voor het tijdvak waarin de verrichting of reeks verrichtingen of de activiteiten hebben plaatsgevonden.

17° "grensoverschrijdende verrichting" als vermeld in de bepaling onder 16° : een verrichting of reeks van verrichtingen die voldoen aan een of meer van de volgende voorwaarden :

a) waarbij niet alle partijen betrokken bij de verrichting of reeks van verrichtingen fiscaal inwoner zijn van België dat de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing heeft verstrekt, gewijzigd of hernieuwd;

b) waarbij een van de partijen bij de verrichting of reeks van verrichtingen haar fiscale woonplaats tegelijkertijd in meer dan een rechtsgebied heeft;

c) wanneer de verrichtingen of reeks van verrichtingen een grensoverschrijdend effect hebben.";

3° de paragrafen §§ 6/1 en 6/2 worden ingevoegd, luidende :

"§ 6/1. In het kader van de verplichte automatische uitwisseling van inlichtingen over grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissingen, zijn de voorwaarden de volgende :

1° uitgezonderd in de gevallen bedoeld in de bepaling onder 6° van deze paragraaf, verstrekt de Belgische bevoegde autoriteit automatisch inlichtingen aan de bevoegde autoriteiten van alle andere lidstaten en de Europese Commissie, zulks overeenkomstig de volgens § 24 vastgestelde van toepassing zijnde praktische modaliteiten wanneer een grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing werd verstrekt, gewijzigd of hernieuwd na 31 december 2016.

2° de Belgische bevoegde autoriteit verstrekt eveneens, overeenkomstig de volgens § 24 vastgestelde van toepassing zijnde praktische modaliteiten, aan de bevoegde autoriteiten van alle andere lidstaten, evenals aan de Europese Commissie, de inlichtingen over grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissingen die zijn verstrekt, gewijzigd of hernieuwd binnen de periode beginnend vijf jaar vóór 1 januari 2017, met uitzondering van de gevallen bedoeld in de bepaling onder 6° van deze paragraaf.

Indien de grensoverschrijdende voorafgaande beslissingen werden verstrekt, gewijzigd of hernieuwd tussen 1 januari 2012 en 31 december 2013, worden deze inlichtingen verstrekt op voorwaarde dat die beslissingen nog geldig waren op 1 januari 2014.

Als grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissingen werden verstrekt, gewijzigd of hernieuwd tussen 1 januari 2014 en 31 december 2016, worden die inlichtingen verstrekt ongeacht of die grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissingen al dan niet nog geldig zijn.

3° Les 1° et 2° ne sont pas applicables lorsqu'une décision fiscale anticipée en matière transfrontière concerne et implique exclusivement les affaires fiscales d'une ou de plusieurs personnes physiques.

4° L'échange d'informations est effectué comme suit :

a) pour les informations échangées en application du 1° : au plus tard trois mois après la fin du semestre de l'année civile au cours duquel les décisions fiscales anticipées en matière transfrontière ont été émises, modifiées ou renouvelées;

b) pour les informations échangées en application du 2° : avant le 1^{er} janvier 2018.

5° Les informations qui doivent être communiquées par l'autorité compétente belge en application des 1° et 2°, comprennent les éléments suivants :

a) l'identification de la personne et, le cas échéant, du groupe de personnes auquel celle-ci appartient;

b) un résumé du contenu de la décision fiscale anticipée en matière transfrontière, y compris une description des activités commerciales, opérations ou série d'opérations concernées, présenté de manière abstraite, sans donner lieu à la divulgation d'un secret commercial, industriel ou professionnel, d'un procédé commercial ou d'informations dont la divulgation serait contraire à l'ordre public;

c) les dates de l'émission, de la modification ou du renouvellement de la décision fiscale anticipée en matière transfrontière;

d) la date de début de la période de validité de la décision fiscale anticipée en matière transfrontière, si elle est spécifiée;

e) la date de la fin de la période de validité de la décision fiscale anticipée en matière transfrontière, si elle est spécifiée;

f) le type de décision fiscale anticipée en matière transfrontière;

g) le montant de l'opération ou de la série d'opérations sur laquelle porte la décision fiscale anticipée en matière transfrontière, si un tel montant est visé dans la décision fiscale anticipée en matière transfrontière;

h) l'identification des autres Etats membres, le cas échéant, qui seraient susceptibles d'être concernés par la décision fiscale anticipée en matière transfrontière;

i) l'identification, dans les autres Etats membres, le cas échéant, de toute personne susceptible d'être concernée par la décision fiscale anticipée en matière transfrontière en indiquant à quels Etats membres les personnes concernées sont liées.

6° Les informations définies au 5°, a), b), et i), du présent paragraphe ne sont pas communiquées à la Commission européenne.

7° L'autorité compétente belge accuse réception des informations, si possible par voie électronique, auprès de l'autorité compétente qui les lui a communiquées, sans tarder et en tout état de cause au plus tard sept jours ouvrables. Cette mesure est applicable jusqu'à ce que le répertoire visé au § 24, alinéas 3 et 4, devienne opérationnel.

8° L'autorité compétente belge peut, conformément au § 4, et eu égard aux dispositions du § 24, alinéa 2, demander des informations complémentaires, y compris le texte intégral d'une décision fiscale anticipée en matière transfrontière.

§ 6/2. L'autorité compétente belge communique à la Commission européenne, annuellement et pour la première fois avant le 1^{er} janvier 2018, des statistiques sur le volume des échanges automatiques en application des §§ 6 et 6/1 et, dans la mesure du possible, des informations sur les coûts et bénéfices, administratifs et autres, liés aux échanges qui ont eu lieu et aux changements éventuels, tant pour les administrations fiscales que pour des tiers.”;

4° le paragraphe 24 est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

“Afin de satisfaire aux exigences de l'échange automatique prévu dans le § 6/1, 1° et 2, les informations qui doivent être communiquées sont enregistrées dans un répertoire central sécurisé destiné aux Etats membres concernant la coopération administrative dans le domaine fiscal mis au point et fourni, au plus tard le 31 décembre 2017, par la Commission. Les autorités compétentes belges ont accès aux informations enregistrées dans ce répertoire.

Avant que ce répertoire central sécurisé ne soit opérationnel, l'échange automatique prévu au § 6/1, 1° et 2°, est effectué conformément à l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe et selon les modalités pratiques applicables.”.

3° De bepalingen onder 1° en 2° zijn niet van toepassing wanneer een grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing uitsluitend betrekking heeft op de belastingzaken van een of meer natuurlijke personen.

4° De uitwisseling van inlichtingen geschiedt als volgt :

a) voor de overeenkomstig de bepaling onder 1°, uitgewisselde inlichtingen : binnen drie maanden na het einde van het halfjaar van het kalenderjaar waarin de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissingen zijn verstrekt, gewijzigd of hernieuwd;

b) voor de overeenkomstig de bepaling onder 2°, uitgewisselde inlichtingen : vóór 1 januari 2018.

5° De door de Belgische bevoegde autoriteit uit hoofde van de bepalingen onder 1° en 2° van dit artikel te verstrekken inlichtingen omvatten de volgende gegevens :

a) de identificatiegegevens van de persoon en in voorkomend geval van de groep van personen waartoe deze behoort;

b) een samenvatting van de inhoud van de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing, met onder meer een omschrijving van de relevante zakelijke activiteiten of verrichtingen of reeks van verrichtingen, in algemene bewoordingen gesteld, die niet mag leiden tot de openbaarmaking van een handels-, nijverheids- of beroepsgeheim of een fabrieks- of handelsprocédé, of van inlichtingen die in strijd zouden zijn met de openbare orde;

c) de data van de aflevering, wijziging of hernieuwing van de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing;

d) de aanvangsdatum van de geldigheidsperiode van de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing, indien vermeld;

e) de einddatum van de geldigheidsperiode van de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing, indien vermeld;

f) het type grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing;

g) het bedrag van de verrichting of reeks van verrichtingen van de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing, indien vermeld in de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing;

h) in voorkomend geval, de identificatie van de andere lidstaten die mogelijk betrokken zijn bij de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing;

i) in voorkomend geval, de identificatie van personen in de andere lidstaten die mogelijk betrokken kunnen zijn bij de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing waarbij vermeld dient te worden met welke lidstaten de betrokken personen verbonden zijn.

6° Inlichtingen gedefinieerd in de bepaling onder 5°, a), b), en i) van deze paragraaf worden niet medegedeeld aan de Europese Commissie.

7° De Belgische bevoegde autoriteit bevestigt de ontvangst van de inlichtingen, indien mogelijk langs elektronische weg, zonder uitstel en in elk geval niet later dan zeven werkdagen na ontvangst, aan de verstrekende bevoegde autoriteit. Deze maatregel is van toepassing totdat het in § 24, 3de en 4de lid, bedoelde gegevensbestand operationeel wordt.

8° De Belgische bevoegde overheid kan overeenkomstig § 4 en met inachtneming van de bepalingen van § 24, 2de lid, om aanvullende inlichtingen verzoeken, daaronder begrepen de volledige tekst van een grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing.

§ 6/2. De Belgische bevoegde autoriteit bezorgt de Europese Commissie jaarlijks en de eerste keer vóór 1 januari 2018, statistieken over de omvang van de automatische uitwisseling van inlichtingen uit hoofde van de §§ 6 en 6/1, alsmede, voor zover mogelijk, gegevens betreffende administratieve en andere relevante kosten en baten die betrekking hebben op de verrichte uitwisselingen en de mogelijke veranderingen, zowel voor de fiscale administraties als voor derden.”;

4° paragraaf 24 wordt aangevuld met twee leden, luidende :

“Om te voldoen aan de automatische uitwisseling als bedoeld in § 6/1, 1° en 2°, te verstrekken inlichtingen, wordende gegevens die moeten worden meegedeeld opgeslagen in een beveiligd centraal gegevensbestand betreffende de administratieve samenwerking op belastinggebied, bestemd voor de lidstaten, ontwikkeld en ter beschikking gesteld door de Commissie uiterlijk op 31 december 2017. De Belgische bevoegde autoriteiten hebben toegang tot de in dit gegevensbestand opgeslagen inlichtingen.

In afwachting dat dat beveiligd centraal gegevensbestand operationeel wordt, geschiedt de in § 6/1, 1° en 2°, bedoelde automatische uitwisseling van gegevens, volgens lid 1 van deze paragraaf en de toepasselijke praktische modaliteiten.”.

CHAPITRE 5. — *Droits et taxes divers*

Art. 8. Dans l'article 211bis du Code des droits et taxes divers, inséré par la loi du 17 août 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 2, 11° est remplacé par ce qui suit :

"11° "échange automatique" :

a) aux fins des §§ 6, alinéa 1^{er} et 6/1, la communication systématique, sans demande préalable, d'informations prédéfinies, à intervalles réguliers préalablement fixés, à un autre Etat membre;

b) aux fins de toutes les dispositions du présent article autres que celles des §§ 6, alinéa 1^{er} et 6/1, la communication systématique des informations prédéfinies fournies conformément au a)";

2° le paragraphe 2 est complété par les points 16° et 17° rédigés comme suit :

"16° "décision fiscale anticipée en matière transfrontière" : tout accord, toute communication, ou tout autre instrument ou action ayant des effets similaires, y compris lorsqu'il est émis, modifié ou renouvelé dans le contexte d'un contrôle fiscal, et qui remplit les conditions cumulatives suivantes :

a) est émis, modifié ou renouvelé par le SPF Finances, que ces décisions soient effectivement utilisées ou non;

b) est émis, modifié ou renouvelé, à l'intention d'une personne ou d'un groupe de personnes, et pour autant que cette personne ou ce groupe de personnes ait le droit de s'en prévaloir;

c) porte sur l'interprétation ou l'application d'une disposition législative ou administrative concernant l'administration ou l'application du Code et des dispositions autonomes liées aux droits et taxes divers;

d) se rapporte à une opération transfrontière et

e) est établi préalablement au dépôt d'une déclaration fiscale couvrant la période au cours de laquelle l'opération, la série d'opérations ou les activités ont eu lieu.

17° "opération transfrontière" telle que mentionnée au 16° : une opération ou une série d'opérations qui remplit une ou plusieurs des conditions suivantes :

a) dans lesquelles toutes les parties à l'opération ou à la série d'opérations ne sont pas résidentes fiscales sur le territoire belge ayant émis, modifié ou renouvelé la décision fiscale anticipée en matière transfrontière;

b) dans lesquelles l'une des parties à l'opération ou à la série d'opérations est résidente fiscale dans plus d'une juridiction simultanément;

c) lorsque cette opération ou série d'opérations a une incidence transfrontière.";

3° les paragraphes 6/1 et 6/2 sont insérés, rédigés comme suit :

"§ 6/1. Dans le cadre de l'échange automatique et obligatoire d'informations sur les décisions fiscales anticipées en matière transfrontière, les conditions sont les suivantes :

1° l'autorité compétente belge communique, par échange automatique, des informations, aux autorités compétentes de tous les autres Etats membres ainsi qu'à la Commission européenne, excepté dans les cas visés au 6° du présent paragraphe, conformément aux modalités pratiques applicables adoptées en vertu du § 24 lorsqu'une décision fiscale anticipée en matière transfrontière a été émise, modifiée ou renouvelée après le 31 décembre 2016.

2° l'autorité compétente belge communique également, conformément aux modalités pratiques applicables adoptées en vertu du § 24, des informations aux autorités compétentes de tous les autres Etats membres ainsi qu'à la Commission européenne, excepté dans les cas visés au 6° du présent paragraphe, sur les décisions fiscales anticipées en matière transfrontière émises, modifiées ou renouvelées au cours d'une période commençant cinq ans avant le 1^{er} janvier 2017.

Si des décisions fiscales anticipées en matière transfrontière sont émises, modifiées ou renouvelées entre le 1^{er} janvier 2012 et le 31 décembre 2013, cette communication est effectuée à condition que ces décisions fussent toujours valables au 1^{er} janvier 2014.

HOOFDSTUK 5. — *Diverse rechten en taken*

Art. 8. In artikel 211bis van het Wetboek van diverse rechten en taken, ingevoegd bij de wet van 17 augustus 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 2, 11° wordt vervangen als volgt :

"11° "automatische uitwisseling" :

a) voor de toepassing van §§ 6, eerste lid en 6/1, de systematische mededeling met regelmatige, vooraf vastgestelde tussenpozen, zonder voorafgaand verzoek, van vooraf bepaalde inlichtingen aan een andere lidstaat;

b) voor de toepassing van alle andere bepalingen van dit artikel, andere dan deze van voormelde §§ 6, eerste lid, en 6/1, de systematische mededeling van vooraf bepaalde inlichtingen, verstrekt overeenkomstig de bepaling onder a)";

2° paragraaf 2 wordt aangevuld met de bepalingen onder 16° en 17°, luidende :

"16° "grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing" : elk akkoord, elke mededeling of enig ander instrument of handeling met soortgelijke effecten, inbegrepen deze verstrekt, gewijzigd of hernieuwd, in het kader van een belastingcontrole, en die aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoen :

a) verstrekt, gewijzigd of hernieuwd door de FOD Financiën, ongeacht of deze beslissingen effectief gebruikt worden;

b) verstrekt, gewijzigd of hernieuwd, voor een welbepaalde persoon of groep van personen, en voor zover deze persoon of groep van personen er zich kan op beroepen;

c) betreft de interpretatie of toepassing van een wettelijke of administratieve bepaling betreffende de handhaving of de toepassing van dit Wetboek en de met de diverse rechten en taken verband houdende autonome bepalingen;

d) heeft betrekking op een grensoverschrijdende verrichting en

e) is tot stand gekomen voorafgaand aan de indiening van een belastingaangifte voor het tijdvak waarin de verrichting of reeks verrichtingen of de activiteiten hebben plaatsgevonden.

17° "grensoverschrijdende verrichting" als vermeld in de bepaling onder 16° : een verrichting of reeks van verrichtingen die voldoen aan een of meer van de volgende voorwaarden :

a) waarbij niet alle partijen betrokken bij de verrichting of reeks van verrichtingen fiscaal inwoners van België zijn dat de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing heeft verstrekt, gewijzigd of hernieuwd;

b) waarbij een van de partijen bij de verrichting of reeks van verrichtingen haar fiscale woonplaats tegelijkertijd in meer dan een rechtsgebied heeft;

c) wanneer de verrichtingen of reeks van verrichtingen een grensoverschrijdend effect hebben.";

3° de paragrafen 6/1 en 6/2 worden ingevoegd, luidende :

"§ 6/1. In het kader van de verplichte automatische uitwisseling van inlichtingen over grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissingen, zijn de voorwaarden de volgende :

1° uitgezonderd in de gevallen bedoeld in de bepaling onder 6° van deze paragraaf, verstrekt de Belgische bevoegde autoriteit automatisch inlichtingen aan de bevoegde autoriteiten van alle andere lidstaten en de Europese Commissie, overeenkomstig de volgens § 24 vastgestelde van toepassing zijnde praktische modaliteiten wanneer een grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing werd verstrekt, gewijzigd of hernieuwd na 31 december 2016.

2° de Belgische bevoegde autoriteit verstrekt eveneens, overeenkomstig de volgens § 24 vastgestelde van toepassing zijnde praktische modaliteiten, aan de bevoegde autoriteiten van alle andere lidstaten, evenals aan de Europese Commissie, de inlichtingen over grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissingen die zijn verstrekt, gewijzigd of hernieuwd binnen de periode beginnend vijf jaar vóór 1 januari 2017, met uitzondering van de gevallen bedoeld in de bepaling onder 6° van deze paragraaf.

Indien de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissingen werden verstrekt, gewijzigd of hernieuwd tussen 1 januari 2012 en 31 december 2013, worden deze inlichtingen verstrekt op voorwaarde dat die grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissingen nog geldig waren op 1 januari 2014.

Si des décisions fiscales anticipées en matière transfrontière sont émises, modifiées ou renouvelées entre le 1^{er} janvier 2014 et le 31 décembre 2016, cette communication est effectuée, que ces décisions soient toujours valables ou non.

3° Les 1° et 2° ne sont pas applicables lorsqu'une décision fiscale anticipée en matière transfrontière concerne et implique exclusivement les affaires fiscales d'une ou de plusieurs personnes physiques.

4° L'échange d'informations est effectué comme suit :

a) pour les informations échangées en application du 1° : au plus tard trois mois après la fin du semestre de l'année civile au cours duquel les décisions fiscales anticipées en matière transfrontière ont été émises, modifiées ou renouvelées;

b) pour les informations échangées en application du 2° : avant le 1^{er} janvier 2018.

5° Les informations qui doivent être communiquées par l'autorité compétente belge en application des points 1° et 2°, comprennent les éléments suivants :

a) l'identification de la personne et, le cas échéant, du groupe de personnes auquel celle-ci appartient;

b) un résumé du contenu de la décision fiscale anticipée en matière transfrontière, y compris une description des activités commerciales, opérations ou série d'opérations concernées, présenté de manière abstraite, sans donner lieu à la divulgation d'un secret commercial, industriel ou professionnel, d'un procédé commercial ou d'informations dont la divulgation serait contraire à l'ordre public;

c) les dates de l'émission, de la modification ou du renouvellement de la décision fiscale anticipée en matière transfrontière;

d) la date de début de la période de validité de la décision fiscale anticipée en matière transfrontière, si elle est spécifiée;

e) la date de la fin de la période de validité de la décision fiscale anticipée en matière transfrontière, si elle est spécifiée;

f) le type de décision fiscale anticipée en matière transfrontière;

g) le montant de l'opération ou de la série d'opérations sur laquelle porte la décision fiscale anticipée en matière transfrontière, si un tel montant est visé dans la décision fiscale anticipée en matière transfrontière;

h) l'identification des autres Etats membres, le cas échéant, qui seraient susceptibles d'être concernés par la décision fiscale anticipée en matière transfrontière;

i) l'identification, dans les autres Etats membres, le cas échéant, de toute personne susceptible d'être concernée par la décision fiscale anticipée en matière transfrontière en indiquant à quels Etats membres les personnes concernées sont liées;

6° Les informations définies au 5°, a), b), et i), du présent paragraphe ne sont pas communiquées à la Commission européenne.

7° L'autorité compétente belge accuse réception des informations, si possible par voie électronique, auprès de l'autorité compétente qui les lui a communiquées, sans tarder et en tout état de cause au plus tard sept jours ouvrables. Cette mesure est applicable jusqu'à ce que le répertoire visé au § 24, alinéas 3 et 4, devienne opérationnel.

8° L'autorité compétente belge peut, conformément au § 4, et eu égard aux dispositions du § 24, alinéa 2, demander des informations complémentaires, y compris le texte intégral d'une décision fiscale anticipée en matière transfrontière.

§ 6/2. L'autorité compétente belge communique à la Commission européenne, annuellement et pour la première fois avant le 1^{er} janvier 2018, des statistiques sur le volume des échanges automatiques en application des §§ 6 et 6/1 et, dans la mesure du possible, des informations sur les coûts et bénéfices, administratifs et autres, liés aux échanges qui ont eu lieu et aux changements éventuels, tant pour les administrations fiscales que pour des tiers.”;

4° le paragraphe 24 est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

“Afin de satisfaire aux exigences de l'échange automatique prévu dans le § 6/1, 1° et 2, les informations qui doivent être communiquées sont enregistrées dans un répertoire central sécurisé destiné aux Etats membres concernant la coopération administrative dans le domaine fiscal mis au point et fourni, au plus tard le 31 décembre 2017, par la Commission. Les autorités compétentes belges ont accès aux informations enregistrées dans ce répertoire.

Als grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissingen werden verstrekt, gewijzigd of hernieuwd tussen 1 januari 2014 en 31 december 2016, worden die inlichtingen verstrekt ongeacht of die grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissingen al dan niet nog geldig zijn.

3° De bepalingen onder 1° en 2° zijn niet van toepassing wanneer een grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing uitsluitend betrekking heeft op de belastingzaken van een of meer natuurlijke personen.

4° De uitwisseling van inlichtingen geschiedt als volgt :

a) voor de overeenkomstig de bepaling onder 1°, uitgewisselde inlichtingen : binnen drie maanden na het einde van het halfjaar van het kalenderjaar waarin de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissingen zijn verstrekt, gewijzigd of hernieuwd;

b) voor de overeenkomstig de bepaling onder 2°, uitgewisselde inlichtingen : vóór 1 januari 2018.

5° De door de Belgische bevoegde autoriteit uit hoofde van de bepalingen onder 1° en 2° van dit artikel te verstrekken inlichtingen omvatten de volgende gegevens :

a) de identificatiegegevens van de persoon en in voorkomend geval van de groep van personen waartoe deze behoort;

b) een samenvatting van de inhoud van de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing, met onder meer een omschrijving van de relevante zakelijke activiteiten of verrichtingen of reeks van verrichtingen, in algemene bewoordingen gesteld, die niet mag leiden tot de openbaarmaking van een handels-, nijverheids- of beroepsgeheim of een fabrieks- of handelsprocédé, of van inlichtingen die in strijd zouden zijn met de openbare orde;

c) de data van de aflevering, wijziging of hernieuwing van de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing;

d) de aanvangsdatum van de geldigheidsperiode van de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing, indien vermeld;

e) de einddatum van de geldigheidsperiode van de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing, indien vermeld;

f) het type grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing;

g) het bedrag van de verrichting of reeks van verrichtingen van de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing, indien vermeld in de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing;

h) in voorkomend geval, de identificatie van de andere lidstaten die mogelijk betrokken zijn bij de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing;

i) in voorkomend geval, de identificatie van personen in de andere lidstaten die mogelijk betrokken kunnen zijn bij de grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing waarbij vermeld dient te worden met welke lidstaten de betrokken personen verbonden zijn; en

6° Inlichtingen gedefinieerd in de bepaling onder 5°, a), b), en i) van deze paragraaf worden niet medegedeeld aan de Europese Commissie.

7° De Belgische bevoegde autoriteit bevestigt de ontvangst van de inlichtingen, indien mogelijk langs elektronische weg, zonder uitstel en in elk geval niet later dan zeven werkdagen na ontvangst, aan de verstrekende bevoegde autoriteit. Deze maatregel is van toepassing totdat het in § 24, 3de en 4de lid, bedoelde gegevensbestand operationeel wordt.

8° De Belgische bevoegde overheid kan overeenkomstig § 4 en met inachtneming van de bepalingen van § 24, 2de lid, om aanvullende inlichtingen verzoeken, daaronder begrepen de volledige tekst van een grensoverschrijdende voorafgaande fiscale beslissing.

§ 6/2. De Belgische bevoegde autoriteit bezorgt de Europese Commissie jaarlijks en de eerste keer vóór 1 januari 2018, statistieken over de omvang van de automatische uitwisseling van inlichtingen uit hoofde van de §§ 6 en 6/1, alsmede, voor zover mogelijk, gegevens betreffende administratieve en andere relevante kosten en baten die betrekking hebben op de verrichte uitwisselingen en de mogelijke veranderingen, zowel voor de fiscale administraties als voor derden.”;

4° paragraaf 24 wordt aangevuld met twee leden, luidende :

“Om te voldoen aan de automatische uitwisseling als bedoeld in § 6/1, de bepalingen onder 1° en 2°, te verstrekken inlichtingen, wordende gegevens die moeten worden meegedeeld opgeslagen in een beveiligd centraal gegevensbestand betreffende de administratieve samenwerking op belastinggebied, bestemd voor de lidstaten, ontwikkeld en ter beschikking gesteld door de Commissie uiterlijk op 31 december 2017. De Belgische bevoegde autoriteiten hebben toegang tot de in dit gegevensbestand opgeslagen inlichtingen.

Avant que ce répertoire central sécurisé ne soit opérationnel, l'échange automatique prévu au § 6/1, 1° et 2°, est effectué conformément à l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe et selon les modalités pratiques applicables."

Donné à Bruxelles, le 31 juillet 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
J. VAN OVERTVELDT
Scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

—
Note

(1) Chambre des représentants (www.lachambre.be)

Documents : K54-2563

Compte rendu intégral : 19 et 20 juillet 2017.

In afwachting dat dat beveiligd centraal gegevensbestand operationeel wordt, geschiedt de in § 6/1, 1° en 2°, bedoelde automatische uitwisseling van gegevens, volgens lid 1 van deze paragraaf en de toepasselijke praktische modaliteiten."

Gegeven te Brussel, 31 juli 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELDT
Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
K. GEENS

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be)

Stukken : K54-2563

Integraal verslag : 19 en 20 juli 2017.

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C - 2017/40465]

31 JUILLET 2017. — Loi modifiant la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, en vue de mettre en œuvre le Règlement (UE) n° 596/2014 sur les abus de marché et de transposer la Directive 2014/54/UE relative aux sanctions pénales applicables aux abus de marché ainsi que la Directive d'exécution (UE) 2015/2392 concernant le signalement des violations, et portant des dispositions diverses (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. La présente loi assure notamment:

1° la mise en œuvre partielle du Règlement (UE) n° 596/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 sur les abus de marché (règlement relatif aux abus de marché) et abrogeant la Directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil et les Directives 2003/124/CE, 2003/125/CE et 2004/72/CE de la Commission;

2° la transposition partielle de la Directive d'exécution (UE) 2015/2392 de la Commission du 17 décembre 2015 relative au Règlement (UE) n° 596/2014 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le signalement aux autorités compétentes des violations potentielles ou réelles dudit règlement;

3° la transposition de la Directive 2014/57/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 relative aux sanctions pénales applicables aux abus de marché (directive relative aux abus de marché);

4° la transposition partielle de la Directive 2014/65/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers et modifiant la Directive 2002/92/CE et la Directive 2011/61/UE;

5° la transposition partielle de la Directive 2014/91/UE du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 modifiant la Directive 2009/65/CE portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), pour ce qui est des fonctions de dépositaire, des politiques de rémunération et des sanctions;

6° la transposition partielle de la Directive (UE) 2016/97 du Parlement européen et du Conseil du 20 janvier 2016 sur la distribution d'assurances (refonte).

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C - 2017/40465]

31 JULI 2017. — Wet tot wijziging van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, met het oog op de tenuitvoerlegging van Verordening (EU) nr. 596/2014 betreffende marktmisbruik en de omzetting van Richtlijn 2014/57/EU betreffende strafrechtelijke sancties voor marktmisbruik en Uitvoeringsrichtlijn (EU) 2015/2392 met betrekking tot de melding van inbreuken, en houdende diverse bepalingen (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. Deze wet voorziet met name in:

1° de gedeeltelijke tenuitvoerlegging van Verordening (EU) nr. 596/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 16 april 2014 betreffende marktmisbruik (verordening marktmisbruik) en houdende intrekking van Richtlijn 2003/6/EG van het Europees Parlement en de Raad en Richtlijnen 2003/124/EG, 2003/125/EG en 2004/72/EG van de Commissie;

2° de gedeeltelijke omzetting van Uitvoeringsrichtlijn (EU) 2015/2392 van de Commissie van 17 december 2015 bij Verordening (EU) nr. 596/2014 van het Europees Parlement en de Raad met betrekking tot de melding van daadwerkelijke of potentiële inbreuken op deze verordening aan de bevoegde autoriteiten;

3° de omzetting van Richtlijn 2014/57/EU van het Europees Parlement en de Raad van 16 april 2014 betreffende strafrechtelijke sancties voor marktmisbruik (richtlijn marktmisbruik);

4° de gedeeltelijke omzetting van Richtlijn 2014/65/EU van het Europees Parlement en de Raad van 15 mei 2014 betreffende markten voor financiële instrumenten en tot wijziging van Richtlijn 2002/92/EG en Richtlijn 2011/61/EU;

5° de gedeeltelijke omzetting van Richtlijn 2014/91/EU van het Europees Parlement en de Raad van 23 juli 2014 tot wijziging van Richtlijn 2009/65/EG tot coördinatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen betreffende bepaalde instellingen voor collectieve belegging in effecten (icbe's) wat bewaartaken, beloningsbeleid en sancties betreft;

6° de gedeeltelijke omzetting van Richtlijn (EU) 2016/97 van het Europees Parlement en de Raad van 20 januari 2016 betreffende verzekeringsdistributie (herschikking).